

Synthèse de deux ouvrages :
« Histoire des pensées économiques : Les contemporains », édition Sirey, Baslé,
Chalaye-Fenet...
Et
« Economie », édition Sirey, Collection Aide mémoire A Beitone, E Le Masson...

L'expansion : 01/12/2005

le Nobel du plus grand économiste de tous les temps

1er

Le libéral keynésien Paul Samuelson

2es ex æquo

Irving Fisher Le pro de la déflation

Kenneth Arrow Le modélisateur de l'irrationnel

4es ex æquo

Adam Smith Le père de la « main invisible »

David Ricardo L'apôtre du libre - échange

John Maynard Keynes L'initiateur de l'Etat providence

- I. EGALITE :** Page 2
- II. Revenus :** Page 6
- III. Croissance :** Page 8
- IV. EMPLOI :** Page 14
- V. Mondialisation :** Page 15
- VI. Finances :** Page 19
- VII. La monnaie :** Page 28
- VIII. Inflation :** Page 30
- IX Environnement :** Page 35
- X. Economie de l'Information :** Page 40
- XI. Etat :** Page 42
- XII. S/C :** Page 43
- XIII. Développement :** Page 44

I. EGALITE :

Égalitarisme

Recherche par le moyen de l'intervention de l'État (en particulier **par la loi**) de l'égalité la plus grande possible entre les individus (ou les citoyens). L'égalitarisme peut viser l'égalité des droits (ce qui est rarement contesté) l'égalité des chances (ce qui est objectif affiché par de nombreux gouvernements) ou l'égalité réelle (ce qui est généralement exprimé autrement : la réduction des inégalités économiques).

ARISTOTE Philosophe grec (-384/-322)

<< Le juste est ce qui est conforme à la loi et ce qui respecte l'égalité, et l'injuste ce qui est contraire à la loi et ce qui manque à l'égalité. >>

Jean Paul Fitoussi « Le nouvel âge des inégalités : Les nouvelles technologies > conséquence sur le travail > fracture sociale + délocalisation suite à la mondialisation > dualisme du marché du travail > Diminution de la classe moyenne au profit des classes pauvres et riches »

Gary Becker noble 1992 « Inégalités sociales sont justifiées, s'il y a une différence de capital humain »

Joseph Kenneth Arrow ,nobel 1972 « La démocratie impossible »

X A > B > C
Y C > A > B
Z B > C > A

Qi l'on agrège les préférences individuelles Implique A > B > C > D ?

Vilfredo Pareto 1848-1923 « Le maximum d'utilité pour la collectivité n'est pas le maximum d'utilité de la collectivité » car chaque individu maximise son utilité sous contrainte de ne pas diminuer l'utilité d'un autre agent.

Ludwig von Mises (29 septembre 1881 - 10 octobre 1973) est un économiste autrichien qui a eu une influence importante sur le mouvement libéral et libertarien moderne.
« L'inégalité est inhérente à l'économie »

Friedrich Hayek, né Friedrich August von Hayek (8 mai 1899 à Vienne - 23 mars 1992 à Fribourg) La justice sociale est un mirage : « La route de la servitude »

Est un philosophe et économiste de l'École autrichienne, promoteur du libéralisme contre le socialisme et l'étatisme. Il reçut le « Prix Nobel » d'économie en 1974.
Sa thèse est que l'interventionnisme de l'État nuit aux libertés des individus.

John Rawls 1997 dans sa « Théorie de la justice » « La progression d'une société doit s'apprécier non pas à la moyenne mais à l'aune de la situation faite au plus défavorisés. »

James Mirrlees nobel 1996 écrit en 1971 « Il faut instaurer des taux de taxation plus élevés pour les biens peu élastiques aux prix et qui sont consommés en plus forte proportion par les riches « Ex : la taxe environnementale pour les 4 X 4 »

Indice de GINI mesure les inégalités dans la redistribution des revenus (0 = égalité parfaite et 1 = inégalité parfaite) en 2005 USA = 0.45, UE à 25 = 0.31 ; France = 0.36 et Danemark = 0.24.

Saint Thomas d'Aquin (né vers 1225)

« Deux choses conviennent à l'homme à l'endroit des biens extérieurs et c'est d'abord le pouvoir de les gérer et d'en disposer Une seconde chose qui convient à l'homme, vis-à-vis des biens extérieurs, c'est l'usage qu'il en fait, la jouissance qu'il en prend. Sous ce rapport, l'homme ne doit pas posséder des biens comme s'ils lui étaient propres, mais comme étant à tous, en ce sens qu'il doit être tout disposé à en faire part aux autres dans leurs besoins, dans leurs nécessités. »

Jeremy BENTHAM (Angleterre, 1748-1831)

Philosophe qui a étudié le droit et qui a été influencé par Adam SMITH avant d'étudier les principes indispensables pour établir une législation sociale.

Il a proposé que la société soit organisée selon le "principe d'utilité", qu'il définissait comme la "propriété de tout objet... de produire du plaisir, du bien ou du bonheur ou d'éviter... de la peine, du mal ou du malheur". Toute législation, selon BENTHAM devrait être conçue d'après les principes utilitaristes afin de promouvoir "le plus grand bonheur du plus grand nombre". Dans ses écrits, on trouve des idées de tonalité très contemporaines sur la criminalité et la sanction : il suggère que le fait d'augmenter la peine des criminels par des sanctions sévères dissuade de perpétrer des délits.

Alexis vicomte de Tocqueville (29 juillet 1805 - 16 avril 1859) fut un penseur politique

Pour Alexis de Tocqueville l'égalitarisme prend la forme de la passion pour l'égalité et conduit à une mise en cause des libertés individuelles, et à l'individualisme constituant une menace pour la démocratie (la citoyenneté devient passive, on attend tout des pouvoirs publics...)

Vilfredo Pareto (né à Paris le 15 juillet 1848 ; décédé à Céigny (Suisse) le 19 août 1923) était un sociologue et économiste italien

Le maximum d'utilité pour la collectivité n'est pas le maximum d'utilité de la collectivité.

état de la société où chaque individu max son utilité sans contredit de ne pas diminuer l'utilité d'un autre agent).

John RAWLS (États-Unis, 19..-2002) : inégalité juste : « thèse de la justice ».

RAWLS : voile d'ignorance, tour de table, position originelle, maximin
2galité

Cet auteur légitime la redistribution en pensant que l'on peut allier justice et équité. Il prône pour cela une "discrimination positive". Il a ainsi édité une THÉORIE DE LA JUSTICE.

Les deux principes de la théorie de la justice sont les suivants :

Premier principe : chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous qui soi compatible avec le même système pour les autres.

Deuxième principe : les inégalités et économiques doivent être organisées de façon à ce que, à la fois,

- a.— l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à l'avantage de chacun,
- b.— qu'elles soient attachées à des positions et à des fonctions ouvertes à tous.

La progression d'une société doit s'apprécier non pas à la moyenne mais à l'aune de la situation faite au plus défavorisés.

La décision, le choix des individus se fait sous un "voile d'ignorance" [3]

L'individu ignore quelle sera sa situation future, celle-ci est totalement imprévisible. Il choisit donc en minimisant le risque et pour cela il faut maximiser la situation du plus défavorisé (rendre le plus possible confortable la position du plus mal placé de manière à réduire l'inconvénient qu'il y a à se retrouver dans cette situation). On parle de stratégie de **maximin** (maximiser le minimum) et cela doit s'appliquer à chaque niveau de la société (la "société juste" de Rawls n'est pas une société sans hiérarchie)..

Kenneth Joseph Arrow (23 août–1921) est un économiste américain. Il est co-titulaire, avec John Hicks, du prix « Nobel d'économie » en 1972. Il est considéré comme l'un des fondateurs de l'École néoclassique moderne (c-à-d post-seconde guerre mondiale).

: Th des choix sociaux (coutume, autorité, consensus)

Théorème d'Arrow: choix social cohérent = impossible

Ouvre la porte au lobbying: influence privé sur les choix publics. Deux moyens:

- Manipulation des procédures, création de comités thématiques (« agenda setting »)
- Manipulation de l'information, slogans politiques et idéologiques (« persuader »)

Herbert Alexander SIMON (États-Unis, 1916-) nobel 1978

Il propose de remplacer la rationalité parfaite des agents économiques par une rationalité limitée.

Les choix réels sont effectués en prenant en compte "un schéma simplifié, limité et approximatif de la situation réelle".

L'apport fondamental de Simon réside dans sa critique de la vision de l'homme dans les sciences économiques. Cette vision de l'homme, fondée sur le comportement rationnel et, corrélativement, sur l'effort de maximisation des agents économiques, est, selon Simon, contraire aux modèles de comportement observés. En effet, tant dans la collecte de données que dans leur traitement, les capacités intellectuelles de l'homme sont limitées et celui-ci n'est

pas en mesure de se former une idée complète et exacte de toutes les possibilités de choix. C'est pourquoi Simon substitue à l'hypothèse de rationalité et à l'effort de maximisation la "rationalité limitée" et "l'effort d'assouvissement".

Pierre BOURDIEU (France, 1930-2002) Sociologue français.

Pierre Bourdieu a également développé une théorie de l'action, autour du concept d'*habitus*, qui a exercé une influence considérable dans les sciences sociales. Cette théorie cherche à montrer que les agents sociaux développent des stratégies, fondées sur un petit nombre de dispositions acquises par socialisation («l'*habitus*»), qui sont adaptées aux nécessités du monde social («sens pratique») bien qu'elles soient inconscientes.

Von Mises : l'action humaine, 1949 : « l'inégalité est inhérente à l'économie »

Jan TINBERGEN (Hollande, 1903-1994) (Un des pères de l'économétrie)
premier « prix Nobel » d'économie avec Ragnar Frisch décerné en 1969.

Le Professeur Tinbergen estimait, en effet, que le progrès et l'optimisation du bien-être social devraient nécessairement passer par l'invention de nouvelles institutions et une redéfinition du rôle de l'économiste. Constatant que la science économique contemporaine était mal préparée pour y parvenir, il suggérait que *de nouvelles tâches* soient assignées à l'économiste. Et, à propos de ces tâches futures de l'économiste, écrit le Prix Nobel : « nous préférons qu'elles soient *orientées vers la satisfaction des besoins* plutôt que guidées par la seule curiosité » Transfert sociaux et taxation de l'héritage, les pays riches doivent apporter des capitaux aux pays pauvres.

Simon Kuznets (1901 - 1985),
économiste et statisticien américain d'origine ukrainien et lauréat du « Prix Nobel »
d'économie en 1971.
P90/P10 (4,20 en 1966 contre 3,20 en 1998)

Une autre mesure de cette inégalité est le rapport P90/P10 (prenez 100 personnes et classez-les par salaire, divisez le salaire du 11e le plus riche par celui du 10e le plus pauvre).



Depuis 1986 l'écart entre le 1^{er} échelon du 1^{er} grade de la catégorie A et le SMIC ait subi une érosion de 60,71%. Remis en cause depuis.

II. Revenus :

Le revenu c'est ce que l'on peut dépenser dans une période sans réduire le patrimoine possédé en début de période. C'est donc une somme d'argent ou un avantage en nature qui a été gagné dans la période sans cession d'éléments du patrimoine.

Les revenus peuvent être classés en différentes catégories :

- les revenus primaires sont versés en contrepartie d'une participation à la production
 - les revenus du travail, ou revenus d'activité (salaires et traitements de la fonction publique, mais aussi honoraires des professions libérales, par exemple)
 - les revenus du capital, ou revenus de la propriété (dividendes et intérêts, loyers perçus, par exemple).
- les revenus de transfert sont versés quand l'individu ou le ménage remplissent un certain nombre de conditions, ce sont des revenus sociaux (les allocations familiales, le RMI revenu minimum d'insertion...)

Adam SMITH (GB, Écosse) (1723-1790). Fondateur du courant classique

1776. "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations"

Cette richesse, comment est-elle produite, et comment peut-on l'accroître ? En tentant de répondre à cette question, Smith propose une analyse de la croissance économique. Analysant l'économie de son temps, il distingue trois grandes causes de l'enrichissement de la nation : la division du travail, l'accumulation du capital, et la taille du marché.

Parce que la population s'accroissant, le capital s'accumulant, la division du travail s'approfondissant, la production (et donc la richesse) par habitant doit augmenter.

David Ricardo (18 avril 1772-11 septembre 1823).

Economiste [anglais](#) du [XIX^e siècle](#), est l'un des économistes les plus influents des économistes de l'[école classique](#) aux côtés d'[Adam Smith](#) et [Thomas Malthus](#).

Une vision pessimiste de l'avenir ?

La richesse se répartit entre trois composantes que sont les salaires, les profits, et la rente.

Pour Ricardo, l'évolution de la population mène inévitablement à la hausse du prix des subsistances (du fait des rendements décroissants de la terre) et à celle de la rente foncière (suite au besoin accru de terres cultivables). Le résultat de cette inflation, que subissent des travailleurs déjà dans la misère, est de rendre nécessaire une hausse des salaires afin d'assurer la survie de ces derniers. Ainsi la croissance démographique provoquera nécessairement un écrasement des profits par la rente, et par conséquent la fin de l'investissement productif.

Ricardo rejoue donc le point de vue de Thomas Malthus et critique les aides sociales accordées aux indigents qui créent la pauvreté sur le long terme en favorisant des naissances non souhaitables.

Karl Heinrich Marx, né le 5 mai 1818 à Trèves en Rhénanie (région d'Allemagne)

et mort le 14 mars 1883 à Londres, est un activiste politique, philosophe et théoricien, célèbre pour sa critique du capitalisme et sa vision de l'histoire comme résultat de la lutte des classes, à l'origine du marxisme.

Il expliqua la formation de la plus-value par l'exploitation de la force de travail de l'ouvrier et du profit réalisé par le capitaliste (rapport de la plus-value sur le capital total), ainsi que l'accumulation du capital (plus-value accumulée). Il put ainsi étudier le développement des "contradictions" de ce système : la baisse tendancielle des taux de profit, les crises périodiques de surproduction, la concentration du capital entre les mains d'une classe toujours plus restreinte, la formation d'une surpopulation relative (chômage) et la paupérisation accrue de leur classe. Ces contradictions ne peuvent se résoudre que par la transformation de la société capitaliste en société socialiste, par l'appropriation collective des moyens de production, révolution dont l'agent sera le prolétariat.

John Maynard Keynes était un économiste et un mathématicien britannique né le 5 juin 1883 à Cambridge et décédé le 21 avril 1946 à Firle dans le Sussex suite à ses complications cardiaques¹

L'absence d'ajustement par les prix entre les demandes et les offres d'emploi afin de résorber le chômage. L'ajustement se fait donc par les quantités (La demande globale)

Pour lui ce qui influe est en effet le salaire nominal et non le salaire réel. Si les prix augmentent (et que le salaire réel diminue), l'offre de travail ne diminuera pas car le salaire nominal n'aura pas baissé. Ainsi s'écroule l'analyse néo-classique selon laquelle toute variation du salaire réel entraîne une variation de l'offre de travail.

Parmi les concepts novateurs apportés par Keynes, on retiendra surtout :

ceux de l'équilibre de sous-emploi où le chômage est possible pour un niveau donné de la demande effective ;
une théorie de la monnaie fondée sur la préférence pour la liquidité ;
la notion d'efficacité marginale du capital comme explication de l'investissement, faisant de l'investissement la cause déterminante de l'épargne et reniant de ce fait la loi de Say selon laquelle toute offre trouvera obligatoirement une demande ;
la loi psychologique fondamentale qui affirme que lorsque le revenu augmente, la consommation augmente moins que proportionnellement ce qui revient à dire que la propension à consommer est comprise entre 0 et 1. Cette propriété découverte par Keynes sera reformulée par la suite dans le cadre de la théorie des choix intertemporels.
Ces concepts ont accédé à l'époque la possibilité de politiques économiques interventionnistes qui élimineraient les récessions et freineraient les emballements de l'économie. L'ensemble de ces notions constitue une méthodologie et a engendré une nouvelle sous-discipline de l'économie appelée macroéconomie[38],[39].

Joan Violet Robinson (1903 - 1983)

Est une économiste britannique. Elle est l'une des figures importantes de l'École de Cambridge et du keynésianisme.

Il n'est pas vrai que la répartition des revenus soit déterminée par la productivité marginale de chaque facteur. Ceux-ci dépendent bien davantage de conflits sociaux et d'habitudes acquises dans le passé. Car le facteur Capital dépend du facteur Travail (Idem pour SRAFFA et KALDOR)

Inégalités de revenus expliquées par le K. Hu.

PNUD, inégalités de revenus en France, DD/D1 4 en 1960, 3 en 2003. pauvreté absolue ou relative

III. Croissance :

On parle de croissance économique pour un espace géographique (une région, un État, une entente régionale entre plusieurs États comme l'Union européenne) lorsque le niveau de vie moyen des habitants de cet espace géographique augmente de manière durable.

Albert AFTALION la parabole du poêle à charbon. L'allongement du détournement de production (cf Böhm-Bawerk) permet d'accroître la productivité du travail mais présente le défaut de favoriser périodiquement un phénomène de "surcapitalisation" qui précipite une crise de surproduction. Albert AFTALION, pour effectuer sa démonstration littéraire va utiliser la parabole du poêle à charbon. Il compare

l'économie à une pièce chauffée au charbon. Quand l'occupant a froid, il garnit le poêle et il faut un certain temps avant que le charbon ne brûle. Quand la combustion est au plus haut point, il fait très chaud dans la pièce et on n'ajoute plus de charbon jusqu'au moment où le feu tombe ainsi que la température et qu'il faut alors recharger le poêle. Il y a un décalage entre le cycle de l'activité économique et l'investissement.

C'est l'effet d'accélération.

Etude de l'O.C.D.E entre 1985 et 1990 adaptation du marché du travail à la reprise de la production USA = 1.7 trimestres France = 13 trimestres.

Robert Merton Solow (né le 23 août 1924)

est un économiste américain, surtout connu pour sa théorie sur la [croissance économique](#) : le [modèle de Solow](#). Il reçut en [1987](#) le « [prix Nobel](#) » d'économie.

1957 Autrement dit, pour Solow, sur le long terme, la croissance provient du progrès technologique. Toutefois, **ce progrès technologique est exogène au modèle**, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas mais le considère comme donné (telle une « **manne tombée du ciel** »).

Pour preuve, on travaille moins et pourtant on produit plus, grâce notamment au progrès technique incorporé dans le capital, ce qui exige une qualité du travail plus élevée, ceci du fait de moyens et méthodes de production de plus en plus sophistiqués et fortement exigeants en qualification.

Paradoxe de Solow

En 1987, Solow fit remarquer que l'introduction massive des ordinateurs dans l'économie, contrairement aux attentes, ne se traduisait pas par une augmentation statistique de la productivité. Cette constatation a reçu le nom de paradoxe de Solow, formulé sous la forme « L'informatique se voit partout, sauf dans les statistiques ». Il semble que les États-Unis soient parvenus à briser ce paradoxe depuis le milieu des années 90, ce qui ne serait pas le cas en France

Adam SMITH (GB, Écosse) (1723-1790). Fondateur du courant classique

1776. "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations"

Cette richesse, comment est-elle produite, et comment peut-on l'accroître ? En tentant de répondre à cette question, Smith propose une analyse de la croissance économique. Analysant l'économie de son temps, il distingue trois grandes causes de l'enrichissement de la nation : la division du travail, l'accumulation du capital, et la taille du marché.

Don Patinkin (1956).

Dans *La monnaie, l'intérêt et les prix*, Don Patinkin pense y avoir réussi. En effet, dans ce livre très important, Don Patinkin propose un cadre formel uniifié dans lequel marchandises et monnaie font l'objet d'un traitement parfaitement symétrique.

Alban William Phillips (1914- mars 1975)

fut un influent [économiste néo-zélandais](#) au milieu du [vingtième siècle](#). Phillips a passé la majeure partie de sa carrière d'universitaire au [London School of Economics](#) (LSE). Sa contribution la plus connue est la [courbe de Phillips](#), qu'il a décrite pour la première fois en [1958](#). Il a également conçu et a construit MONIAC, l'[ordinateur hydraulique de sciences économiques](#) en [1949](#).



Cet économiste anglais est parti d'un constat empirique pour mettre en évidence une relation décroissante entre le taux d'accroissement des salaires nominaux et le taux de chômage.

Lorsque le taux de chômage est fort, les tensions à la hausse des salaires diminuent. Lorsque le taux de chômage est faible, le taux d'augmentation des salaires a tendance à être élevé. De cette relation, on passe à une relation chômage-inflation en supposant que les salaires constituent une part essentielle des coûts de production des entreprises et, donc, que les prix et les salaires ont une variation relativement identique.

La courbe de Phillips a servi de ligne directrice à la politique économique des années 60 et 70, la politique économique dite du "fine tuning", c'est-à-dire du réglage fin de la conjoncture en recherchant des arbitrages entre le taux de chômage et le taux d'inflation.

À partir de 1974, cette courbe ne fonctionnera plus et nous assisterons à une hausse concomitante du chômage et de l'inflation, ce que FRIEDMAN avait appelé, en 1956, la "stagflation" dont on trouve les explications chez HAYEK, dès 1935.

Paul-Anthony SAMUELSON (États-Unis d'Amérique, 1915-). Prix Nobel 1970

Il est notamment réputé pour ses travaux sur l'inflation, qu'il considère comme l'un des plus grands dangers pour les sociétés occidentales, mais il craint tout autant la psychose de la [déflation](#), qui risque d'être tout aussi néfaste. En [économie](#), la [déflation](#) caractérise une période suffisamment longue durant laquelle une baisse générale des [prix](#) est observée. Il a ainsi donné son nom à un modèle qui reprend le multiplicateur keynésien et le principe de l'accélérateur (« oscillateur de Samuelson »). L'interaction de ce multiplicateur et de

l'accélérateur peut engendrer des cycles (dénommés « oscillations »), dont l'origine est endogène, du fait de problèmes de comportement et de coordination.

Accélérateur = Colin Clark et albert Aftalion = poêle à charbon.

Dennis Meadows est professeur émérite de l'Université New Hampshire et l'auteur du célèbre Rapport Meadows. « *Limits to Growth* » « *Halte à la croissance !* » 1972

Il est membre honoraire du [Club de Rome](#)

« La planète n'est pas assez vaste et ses ressources ne sont pas suffisantes pour tolérer plus longtemps le comportement égocentrique et agressif de ses habitants. Plus nous nous approchons des limites matérielles de la terre, plus ce problème risque d'être insoluble. »

Le [progrès technique](#) ne fera que différer l'effondrement inéluctable de l'[écosystème](#) mondial qui ne peut supporter cette croissance exponentielle.

WEINTRAUB : (contrairement à DON PATINKIN) : le chô ne provient pas d'1 ↘ w mais d'une insuffisance de la demande effective. \Rightarrow MAUROY \Rightarrow J.DELORS (ministre de l'économie sept 82).

Roy HARROD (GB, 1900-1978)

$G \times C = s$. Cette égalité est vérifiée ex post, par contre, elle n'est pas nécessairement réalisée ex ante ; il en conclut que la croissance a tendance spontanément à être instable.

G est le taux de croissance de la production. $C = D C/D Y$ (rapport de la variation de capital par rapport à la variation de production) ; s est la propension marginale à épargner.

la ↗ éq est possible (SMI avait proposé l'ancêtre des DTS)

Gunnar Karl MYRDAL (Suède 1898-1987)

Après avoir contribué à la fondation de l'Institut international de recherche pour la paix, en 1967, il reçoit le prix [Nobel d'économie en 1974...](#) en même temps que l'Autrichien Friedrich von HAYEK. "Un homme de droite !" disait-il.

Si on suppose une baisse du taux monétaire, chaque entrepreneur envisage *ex ante* la possibilité d'obtenir un profit additionnel *ex post*. Le marché est vu comme un mécanisme sanctionnant des anticipations optimistes sur la variation des prix. *Ex post*, certains entrepreneurs vont avoir un profit additionnel, d'autres des pertes et d'autre un profit normal. Dans ce modèle, le **processus cumulatif** peut continuer puisque les entrepreneurs qui reçoivent des profits additionnels continueront à demander des crédits.

Simon Kuznets :

Une des conclusions les plus marquantes des travaux de Kuznets est la relation entre la croissance économique et la distribution des revenus. Lorsqu'un pays se développe, les inégalités s'accroissent dans un premier temps puis elles diminuent. Cette relation,

nommé courbe de Kuznets en U renversé, s'explique par le fait qu'au départ une faible part de la population bénéficie de la croissance économique. Remis en cause depuis.

Lawrence R. KLEIN (États-Unis, 1920-) **NOBEL 1980**
il faut enrichir C \Leftrightarrow Y de Keynes, économétrie.

Georges GILDER :

(\Rightarrow REAGAN) contre la redistribution = jx à Somme nulle \Rightarrow th de l'efficience X \Leftrightarrow Gilder répète : " *Ne voyez-vous pas que la demande est créée par l'offre et que l'offre crée la croissance* ".

Joseph Aloïs SCHUMPETER (Autriche, 1883-1950)

Il est l'auteur d'une *Histoire de l'analyse économique*, parue en 1954 et qui fait encore référence.

Pour lui, la croissance repose sur l'innovation, donc sur les entrepreneurs. Comme ces innovations ont tendance à arriver par vagues, il en fait une explication majeure des cycles économiques et notamment des cycles longs. La croissance est un processus permanent de créations et de destructions des activités, c'est la "destruction créatrice" dans laquelle les innovations jouent un rôle moteur.

C'est donc le jeu innovation-imitation-monopole temporaire qui assure la croissance économique et le bouleversement perpétuel des positions établies.

Innovation

Au sens large mise sur le marché d'une invention.

Au sens de Joseph Schumpeter :

- un nouveau produit
- une nouvelle méthode de production
- un nouveau débouché ou un nouveau marché pour un produit existant
- une nouvelle matière première ou un nouveau produit intermédiaire utilisé dans la production d'un bien ou d'un service déjà produit
- une nouvelle organisation des entreprises, par exemple avec la constitution d'un monopole ou d'une entente.

Théorie de la « Croissance endogène ».

On ne peut pas sérieusement considérer le progrès technique comme une manne tombée du ciel. (Robert SOLOW).

Si c'était le cas, les pays en développement bénéficieraient des transferts de technologie et pourraient éléver une productivité du capital déjà importante puisque le capital est rare dans ces pays. Objectif simple :

Trouver une explication permettant de rejeter l'hypothèse d'une productivité marginale des facteurs de production décroissante au niveau macroéconomique sans remettre en cause cette hypothèse au niveau de chaque entreprise.

Les rendements des facteurs ne sont pas décroissants au niveau global parce qu'il y a des **externalités** quand on accumule en même temps plusieurs facteurs.

Paul Romer



Si plusieurs firmes augmentent en même temps leurs investissements elles vont connaître une croissance plus forte que celle qui résulterait pour chacune de leur propre investissement : chacune profite du développement des autres (la productivité du capital d'une entreprise dépend non seulement de ses investissements mais aussi du stock total de capital dans l'économie).

En accumulant du capital chaque firme acquiert des connaissances qui bénéficient aussi aux autres firmes : l'apprentissage par la pratique et la diffusion du savoir éliminent la décroissance des rendements parce qu'ils ont un effet externe positif.

La diffusion des connaissances (évoquée dès le début des années 60 par **Kenneth Arrow**), l'augmentation de la dimension des marchés (**Adam Smith** et plus tard **Allyn Young** - 1928), sont à l'origine des ces externalités positives.

Robert Barro



L'État achète des produits et offre des services publics gratuits (financés par des impôts ou des emprunts) qui améliorent la productivité du capital et du travail dans chaque entreprise. Les dépenses publiques d'infrastructure ont un effet externe positif. La production de chaque entreprise dépend des dépenses publiques, au même titre qu'elle dépend du capital installé et du travail utilisé. Le capital public est un facteur de production.

Cela n'a de sens que si le financement des investissements publics n'entraîne pas un effet contraire sur l'investissement privé (effet d'éviction).

Dans la même perspective, d'autres économistes indiquent que l'ouverture aux échanges joue un rôle stimulant sur la productivité des facteurs de production.

Robert Lucas



Dans la perspective ouverte par **Gary Becker**, Lucas considère qu'il faut traité le travail comme du capital humain accumulable au même titre que le capital fixe.

Le capital humain est produit par l'éducation à un taux endogène puisque le salarié « investit » en fonction de son salaire (actuel/futur). L'élévation de la qualification a un effet externe positif.

Par ailleurs le capital humain n'a pas des rendements décroissants parce que le niveau de connaissance d'un individu est d'autant plus efficace que celui des autres (avec lesquels il communique) est plus élevé. La productivité individuelle est fonction de l'efficacité de l'équipe dans laquelle il travaille. La connaissance est partagée et chaque connaissance nouvelle entraîne l'apparition de connaissances supplémentaires...

Le rythme de croissance d'une économie dépend donc forcément de la part des ressources qu'elle consacre au système de formation et aux dépenses d'éducation.

Paul Romer



La croissance économique s'accompagne de l'apparition d'innovations. Il est tentant de penser avec **Joseph Schumpeter** que la croissance dépend des innovations.

Pour **Romer** ces innovations prennent la forme de nouveaux procédés, de nouveaux outils, qui s'ajoutent à ceux déjà en place. Ces nouveaux biens d'équipement permettent d'augmenter la division du travail qui est la véritable source de la croissance (externalités). C'est le partage de l'utilisation du capital humain entre production de biens et services et production des nouveaux biens d'équipement qui explique le rythme de croissance. Tout ce qui permet d'augmenter la quantité de biens d'équipement nouveaux est favorable à la croissance. L'activité de recherche est un facteur décisif de croissance économique.

Philippe Aghion



Pour **Aghion et Howitt**, l'approche est encore plus nettement schumpeterienne puisque c'est la concurrence qui provoque l'innovation. Cette dernière rend obsolètes les innovations précédentes annulant du même coup les revenus de monopole qui leur étaient associés. Là aussi le rythme de croissance dépend de l'activité du secteur dédié à la recherche, or celle-ci dépend du partage des ressources entre les différentes utilisations possibles.

IV. EMPLOI :

Emploi

Ensemble des personnes, salariés et travailleurs indépendants, exerçant une activité rentrant dans le domaine de la production.

Pour un pays donné, l'écart entre le nombre des emplois et le nombre d'actifs mesure le chômage. Un chômeur est un actif qui n'a pas d'emploi (un actif est celui qui occupe un emploi ou qui cherche un emploi).

Paul Krugman 90's « america penniless, Europe jobless »

Alfred Sauvy “A long terme le progrès technique est créateur net d'emploi »

Arthur Cécil Pigou 1930 « Le plein emploi n'existe certes pas toujours, mais il tend toujours à s'instaurer »

Milton Friedman nobel 1976 dans « Capitalisme et liberté » « Les syndicats visent à fournir aux travailleurs à salaires élevés des salaires plus élevés encore au détriment des travailleurs les moins payés »

Edmund Phelps nobel 2006 « Les nations à faibles taux de chômage incluent le Royaume Uni et les Etats-Unis qui ont des prélèvements obligatoires faibles et le Danemark et la Suède où ils sont élevés »

Gary Becker Nobel 1992 : « Les rémunérations dépendent des sommes investies en capital humain »

ALCHIAN :

1972 Th de la rech d'N= Job search= tps de recherche et durée de période de chômage
Compare la relation d'emploi que nouent un salarié et son employeur à la relation marchande que nouent un épicier et son client.
« sur un marché concurrentiel, il est vraiment sans importance de savoir qui embauche qui ; alors disons que c'est le travail qui embauche le capital ». C'est ce point de vue qu'Alchian et Demsetz tentent de réaffirmer, contre les radicaux, lorsqu'ils nient tout rapport d'autorité ou de pouvoir au sein de la firme.

Jacques RUEFF (France, 1896-1978) conseiller de De Gaulle théorie du job surch

Monétariste contre le w minimum. Il s'est élevé, pendant les années 30, contre l'allocation chômage qu'il accusait de favoriser l'arbitrage des travailleurs en faveur de l'oisiveté. On retrouve aujourd'hui encore ce raisonnement contre les minima sociaux et la couverture médicale universelle.

Arthur Cecil PIGOU (Angleterre, 1877-1959)

$w \Leftrightarrow coûts \Leftrightarrow Px \Rightarrow$ valeurs réelles des encaisses liquides des agents (effet d'encaisse réelle) $\Rightarrow D \Rightarrow N$

Il avance que l'agent économique désire détenir un certain montant d'encaisses liquides exprimé en termes réels. Si le montant désiré s'écarte du montant détenu du fait de la hausse des prix, l'agent diminue ou augmente selon le cas sa demande de biens de consommation. On appelle cela l'effet d'encaisses réelles appelé aussi l'effet Pigou, puisque la baisse des prix entraîne une augmentation de la valeur des actifs monétaires (ou encaisses réelles, c'est-à-dire pièces, billets, dépôts à vue, voire livrets disponibles), le surplus de valeur sera utilisé pour une augmentation de la demande de biens de consommation.

PIGOU :

V. Mondialisation :

Autre manière de dire globalisation. La mondialisation est l'intégration de la production dans une stratégie mondiale.

Selon Jacques Adda « La mondialisation est un processus de contournement, délitement (désagrégation) et pour finir démantèlement des frontières physiques et réglementaires qui font obstacle à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale ».

L'internationalisation est un phénomène très ancien Massalia VI ème s. Avant JC.

Adam Smith et la théorie de l'avantage absolu

Adam Smith (1723-1790) repose sa théorie sur le principe de la division internationale du travail : chaque pays va se spécialiser dans le domaine pour lequel il possède un avantage productif (prix plus bas) par rapport à ses concurrents. Cette spécialisation permet alors un gain d'efficacité.

Critiques : - Si on se limite à ce procédé, les pays n'ayant pas d'avantage absolu seront exclus du commerce international.

- Cette théorie suppose qu'il n'existe aucune barrière à l'entrée de produits étrangers sur le territoire national

David Ricardo et la théorie de l'avantage comparatif

Ricardo (1772-1823) suppose que les savoir-faire sont difficilement exportables. Or une meilleure productivité dépend essentiellement des savoir-faire.

Selon sa théorie, nulle n'est besoin d'avoir un avantage absolu. Un pays va se spécialiser dans une production pour laquelle il a une meilleure productivité ou la productivité "la moins pire" par rapport à ses concurrents. Il peut ainsi améliorer la productivité d'un produit en abandonnant une production peu rentable.

Ricardo démontre aussi que l'ouverture des frontières permet un rééquilibrage automatique de la balance des paiements.

Limite : cette théorie suppose que toute l'offre est absorbée par la demande. Il n'y a donc pas de contrainte de prix.

Modèle HECKSHER-OHLIN :

Publié en 1933, dans lequel il développe le célèbre théorème HECKSCHER-OHLIN. D'après lui, le commerce international trouve son origine dans les différences qui existent, sur le plan de la disponibilité des facteurs de production, entre deux pays. C'est ainsi qu'un pays exportera les produits qui exigent des quantités relativement grandes de facteurs de production assez abondamment disponibles dans ce pays, et il importera les produits qui demandent une grande quantité de facteurs de production dont il manque. La théorie de Ohlin repose sur un certain nombre d'hypothèses (notamment le libre-échange international et l'immobilité internationale des facteurs de production). Cette théorie a trouvé justification lorsque les pays industrialisés ont subi la concurrence des pays dits à bas salaires. Cette concurrence est surtout ressentie pour les produits dont la fabrication requiert une importante main-d'œuvre non qualifiée, soit précisément le facteur de production dont les pays à bas salaires disposent en abondance.

Samuelson

Va mathématiser ce théorème qui sera connu sous le nom de théorème **HOS**

2°) Le théorème de Samuelson

Samuelson a démontré par ce théorème que le commerce international estompe les inégalités de prix des facteurs de production et ainsi limite les avantages comparatifs.

En résumé :

- les pays ont tendance à se spécialiser dans la production du bien contenant relativement plus de facteur abondant ;
- cette spécialisation n'est généralement pas complète, la multiproduction subsiste ;
- les prix relatifs des différents facteurs ont tendance à se rapprocher dans les différents pays ;
- les pays ont intérêt à échanger sur la base des avantages comparatifs, comme chez Ricardo.

Bien que construit à partir de diverses contributions, cet ensemble de résultat est souvent présenté sous le nom de modèle Heckscher - Ohlin - Samuelson.

Wassily Leontief (5 août 1905-5 février 1999) économiste américain, d'origine russe et lauréat du « prix Nobel » d'économie en 1973. Son nom est associé avec l'analyse entrée-sortie.

Le paradoxe de Léontief

Leontief voulait montrer que les États-Unis étaient mieux dotés en capital que le reste du monde. Les exportations devraient donc avoir proportionnellement un contenu en capital plus élevé que les importations. Or son étude montre que les USA exportent surtout des produits à forte teneur en travail proportionnellement aux importations. On pourrait en déduire que le théorème HOS est faux ou que Léontief s'est trompé dans ses calculs. En réalité Léontief explique ce paradoxe en affirmant que la main d'œuvre américaine, plus productive vaut plusieurs travailleurs étrangers.

Pour Jacob Viner (1950),

Toutefois une Union douanière n'est pas complètement assimilable à un régime de libre échange. Pour Viner une union douanière est efficace si le détournement du commerce avec les pays tiers est compensé par un développement plus important du commerce au sein de l'Union douanière. Les gains qui en découlent seront d'autant plus élevés selon Viner que (i) la zone géographique est grande, (ii) les tarifs extérieurs seront faibles, (iii) les différences de coût unitaire entre les industries des pays membres sont importantes.

Alfred SAUVY (France, 1898-1990)

SAUVY : 14 août 1954, « 3 mondes, une planète ».

Théorie du déversement.

Pour Alfred Sauvy, la mécanisation d'un secteur (c'est-à-dire le progrès technique dont bénéficierait ce secteur) permet le transfert des salariés de ce secteur vers un autre. C'est pourquoi l'emploi du secteur primaire s'est déjà en partie déversé dans le secondaire et que depuis une quarantaine d'années environ l'emploi du secteur secondaire se déverse dans celui du tertiaire.

Le capitalisme d'Occident et le communisme oriental prennent appui l'un sur l'autre. Si l'un d'eux disparaissait, l'autre subirait une crise sans précédent.

En 1951, j'ai, dans une revue brésilienne, parlé de trois mondes, sans employer toutefois l'expression «Tiers Monde».

Cette expression, je l'ai créée et employée pour la première fois par écrit dans l'hebdomadaire français «l'Observateur» du 14 août 1952.

Arthur LEWIS (, 1915-1991). Prix Nobel 1979

Dans son analyse des problèmes du développement, il insiste avant tout sur la nécessité de briser les structures sociales et culturelles traditionnelles des pays en développement. La classe dirigeante de ces pays empêche en effet souvent le développement économique parce qu'elle craint que les changements structurels ne lui fassent perdre le pouvoir. Il affirme en outre que le développement industriel dans le Tiers monde doit s'appuyer sur un secteur agricole solide et sain. Il faut aussi mettre en place une bonne infrastructure (transports et approvisionnement en énergie). Cela exige toutefois de gros capitaux, mais le faible taux d'épargne et l'organisation financière défaillante des pays en cause constituent des goulets d'étranglement. Pour la planification (N/Sud).

Gunnar Karl MYRDAL :Nobel 1974

Bien que la planification soit continuellement nécessaire à cause de la croissance du volume des interventions, le but de la planification dans l'Etat providence est de simplifier et de liquider les vieilles interventions et de leur substituer quelques politiques englobantes en laissant à la coopération et à la négociation collective des gens eux-mêmes dans les communautés et les organisations le soin de régler les normes pour vivre ensemble.

Raúl Prebisch (1901-1986) fut un économiste argentin connu pour sa contribution à l'économie structuraliste, en particulier à la Thèse de Singer-Prebisch sur la dégradation des termes de l'échange qui forme la base de la théorie de la dépendance. Il est parfois considéré comme un néo-marxiste même si cette dénomination est trompeuse

Dans ce texte, il pose tout le problème des nouvelles technologies qui économisent de la main d'oeuvre et requièrent du capital en abondance. L'industrialisation de la périphérie nécessite donc l'importation d'équipements. Pour cela, il faut avoir une politique capable d'assurer des changements dans la composition des importations. C'est la thèse fondamentale de l'industrialisation par substitution des importations. L'ISI n'est pas quelque chose de nouveau mais, jusque là, elle se faisait de façon spontanée. Toutefois, Prebisch pense que l'industrialisation spontanée à un coût social élevé. Il faut donc la planifier.

La théorie de la dépendance est une théorie qui soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du Sud est la conséquence de processus historiques mis en place par les pays du Nord ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud.

L'impossibilité pour les pays du sud de se développer a été contredite par l'histoire avec le décollage économique des 4 dragons Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan dans les années 60 et de la chine et l'inde depuis les années 80. Cette théorie est naturellement tombée en désuétude.

4 tigres asiatiques en plein développement économique (Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Philippines).

François PERROUX (France, 1903-1987)

Ce grand économiste français n'a appartenu à aucune grande école de pensée. Sévère à l'égard de Keynes, influencé par Marx tout en récusant son approche de la société, peu aimable envers les libéraux et Adam Smith, il a eu pour maître Joseph SCHUMPETER bien qu'il s'en soit, ensuite, distingué.

La taxation est sans doute préférable à la contribution volontaire pour garantir aux pays en développement des ressources stables, mais les contributions volontaires présentent l'avantage de faire appel aux « **tendances allocentriques** » des individus avec leur désir de donner, analysés par F. Perroux, qui estimait qu'elles devaient être exploitées si on voulait atteindre un optimum social. Le rapport du groupe technique sur les mécanismes innovants de financement propose également une taxation sur les transactions financières, sur les armes, des contributions volontaires et l'utilisation des droits de tirage spéciaux.

Arghiri Emmanuel est né à Patras, en Grèce, le 22 juin 1911

Dans le commerce international, selon cette théorie développée par Arghiri Emmanuel, l'exportation de produits manufacturés et l'exportation de produits primaires ne se font pas à un prix tel que les quantités de travail incorporées dans les biens échangés soient égales.

Au contraire, les termes de l'échange sont tels que la quantité de travail que renferment les exportations des pays dominés est inférieure à celle que renferment les exportations des pays capitalistes.

Cette analyse d'inspiration marxiste a eu un écho important dans les années 1970 parce qu'elle implique que les travailleurs des pays riches bénéficient de l'exploitation des travailleurs des pays pauvres. L'exploitation ne profite pas seulement aux capitalistes.

SCHUMPETER :

La mondialisation fait disparaître des emplois **industriels** dans les pays développés, c'est le résultat du processus de destruction créatrice de **Schumpeter**.
...

VI. Finances :

Financement externe / interne

Une entreprise qui ne se finance pas à partir de ses propres ressources utilise le financement externe : elle emprunte ou émet des titres financiers. Si elle utilise des ressources propres elle fait un financement interne appelé autofinancement.

Joseph Aloïs Schumpeter : « On ne peut devenir entrepreneur qu'en devenant débiteur » 1912.

John Maynard Keynes 1936 « L'intérêt est la récompense de la renonciation à la liquidité » (Théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt)

Paul Antony Samuelson 1970 « C'est dans la mesure où les agents sont prêts à épargner que l'économie peut consacrer des ressources à la formation de capital »

Conséquence : La formation de capital nouveau ne peut se faire qu'à partir du revenu du capital ancien.

Accord de Bâle II et le ration 2004 Mc Donough = Fonds propres de la banque > 8 % des risques de crédits + marché + opérationnels.

Milton Friedman « La spéculation à un caractère équilibrant »

André Orléan « Le mimétisme des comportements ne peut conduire qu'à une amplification des tendances, la rationalité du comportment étant purement imitative ».

Les crises financières :

1847 c'est la Railways mania » chemin de fer bourse de Londres + 500 % implique Crack.

24 octobre 1929 Le Dow Jones chute de 80 %

2000 Crack du NASDAQ – 65 % en 1 an.

Août 2007 Subprimes

SHACKLE

Enfin, les décisions s'inscrivent dans le temps; il y a des visions du monde ex-ante et des visions ex-post, distinction introduite par G. Myrdal (Myrdal, 1939), et la comparaison entre les deux induit des mécanismes de rétroaction qui influent sur les nouvelles décisions par le biais des surprises, bonnes ou mauvaises (Shackle, 1982).

Le théoriseur se trouve dans une situation d'attente totale, de hors-jeu, de repli sur soi. La détention d'argent lui assure une flexibilité parfaite de sa position. Elle lui permet de s'adapter à toutes les situations futures. G. S. Shackle ne dit pas autre chose quand il indique : « Une économie monétaire est une économie où est reconnue l'insuffisance permanente des données permettant un choix rationnel. Car la monnaie est le moyen grâce auquel la décision peut être reportée jusqu'à l'obtention d'une meilleure information²¹. »

MINSKY

Insiste sur l'instabilité financière de l'économie monétaire actuelle.

Dans les travaux de Minsky où l'instabilité financière conditionne la conjoncture économique : l'entrée en récession ou le simple ralentissement économique s'accompagnent souvent d'une crise du système bancaire et financier.

Edward CHAMBERLIN (Angleterre,)

1930 : The theory of monopolistic competition

À partir de travaux d'Alfred MARSHALL, il développera ce que l'on appelle depuis lors "la concurrence monopolistique". Il montre que les entreprises, en conduisant une politique de diversification de leurs produits, échappent à la concurrence frontale. Celles qui réussissent leur diversification bénéficient, au moins à court terme, d'un monopole. D'où la notion de concurrence monopolistique. Un monopoleur est une entreprise dont l'élasticité croisée de la demande par rapport aux prix est nulle.

Michał Kalecki est un économiste polonais né le 22 juin 1899 et mort le 17 mars 1970.

L'analyse kaleckienne fait dépendre l'investissement des profits passés. Dans un marché monopolistique, les prix sont fixés par les entreprises. L'offre est donc première, la demande seconde. Le marché peut en effet corriger ces prix si la demande est insuffisante face à l'offre et inversement. La fixation des prix reflète donc une stratégie des entreprises : elle dépend de leur pouvoir de monopole et a pour objectif de renforcer ce pouvoir. La société est hiérarchisée : les entrepreneurs agissent sur deux marchés, celui des biens où ils fixent le prix des biens, et celui du marché du travail où ils achètent la force de travail. Les salariés agissent, eux, sur un seul marché, celui du travail. On retrouve cette hiérarchisation chez Marx, et les keynésiens de manière générale : les entrepreneurs sont à l'origine du processus : ils investissent et ce faisant embauchent. Chez Kalecki, « les entrepreneurs gagnent ce qu'ils dépensent et les travailleurs dépensent ce qu'ils gagnent »²¹.

Helmut Schmitt « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain »

Nicholas Kaldor (Budapest, 12 mai 1908 - Papworth Everard, Cambridgeshire, 30 septembre 1988)

« les wrs dépensent ce qu'ils gagnent », « les Kstes gagnent ce qu'ils dépensent », car $C=I$, critique gvt Thatcher.

Pour l'économiste Nicholas Kaldor, créateur entre autres du "Carré Magique" ou "Diagramme de Kaldor", il existe deux types de spéculateurs : Les professionnels et les amateurs. Les professionnels, en petit nombre, qui représentent aussi les positions les plus importantes, agissent de façon stabilisante. Les amateurs, eux, beaucoup plus nombreux et mal informés, interviennent avec retard en achetant au plus haut et en vendant au plus bas. Ils agissent de façon déstabilisante et sont finalement évincés du marché. Malheureusement ils sont vite remplacés par de nouveaux amateurs. Mais Kaldor conclut qu'il ne faut pas accorder trop d'importance aux amateurs, puisque les professionnels demeurent ceux qui dominent le marché.

Ragnar Frisch (Oslo, 3 mars, 1895 - 31 janvier, 1973), économiste norvégien et lauréat du premier « prix Nobel » d'économie décerné en 1969, est l'un des pères de l'économétrie. C'est Frisch que l'on doit la paternité du terme macroéconomie en 1933.

La distinction entre impulsion (ou choc) et propagation (Frisch).

Les fluctuations naissent des impulsions ou chocs exogènes (exemple : choc de productivité ou choc budgétaire) mais l'ampleur et la persistance des chocs sont assurées par des

mécanismes de propagation (les réactions des agents ex: l'addition de capital physique, la substitution travail- loisir).

En effet, le développement de la crise mondiale de 1929 ainsi que l'analyse des cycles des affaires concourent à forger la conviction de Frisch que les économies de marché souffrent de façon récurrente des conséquences des mouvements cycliques de l'activité économique.

Par conséquent le mécanisme de l'accélérateur peut rendre pleinement compte des points de retournement des cycles à la condition de considérer à la fois l'investissement net qui est fonction de l'accélération de la demande de biens de consommation et l'investissement de remplacement qui est fonction du niveau de la consommation.

Johan Violet Robinson, disciple de Keynes, disait : « *un éléphant, on ne peut pas le définir, mais s'il était dans la salle, on s'en apercevrait !* ». Les phénomènes de sur- ou sous-évaluation sont comparables à cet éléphant : on ne peut pas définir les taux de change d'équilibre, les PER d'équilibre ou d'autres indicateurs d'équilibre, mais dès que l'on s'écarte un peu trop de ces valeurs inconnues, on s'aperçoit qu'il y a un problème, et l'on sait qu'il va y avoir une correction, dont on ne connaît ni la date, ni la forme. Aujourd'hui par exemple, je n'achèterais pas une entreprise dont le PER serait de 150, car sa probabilité de baisse est plus forte que sa probabilité de hausse. À l'inverse, je n'exclurais pas d'investir dans une entreprise dont le PER serait de 2.

Franco MODIGLIANI (ÉUA, 1918 - Italie)

Né en Italie, Franco MODIGLIANI a travaillé aux États-Unis d'Amérique. Il a obtenu le prix Nobel en 1985 "Pour son oeuvre de pionnier en matière de l'analyse de l'épargne et des marchés financiers."

Pour une économie toute entière, le taux d'épargne dépendra aussi de l'âge de sa population, un pays jeune aura tendance à dégager une épargne plus importante alors qu'un pays vieillissant aura plutôt tendance à désépargner.

En outre, Modigliani a formulé, avec Merton Miller, deux théorèmes célèbres en matière de politique financière de la firme :

Le coût du capital est indépendant de la structure financière de la firme, c'est-à-dire la répartition entre l'appel aux capitaux propres et le recours à l'endettement ;
La valeur d'une entreprise est indépendante des dividendes distribués.
En conséquence, une augmentation importante des dividendes n'est pas nécessairement souhaitable. La valeur d'un It dépd de revenu espéré.

Milton FRIEDMAN (États-Unis, 1912- 2006) NOBEL 1976

Il a fondé l'école de Chicago, "les monétaristes " et figure donc à l'origine du néo-libéralisme économique.

Pour Milton FRIEDMAN, les fluctuations de l'activité dépendent de l'offre de monnaie. FRIEDMAN et les monétaristes s'opposent frontalement à la théorie keynésienne car ils estiment que les variations du stock monétaire exercent une importante influence sur le revenu

national nominal ; à court terme l'évolution du stock monétaire influence surtout la croissance réelle. Les politiques de stimulation de l'activité économique ont une efficacité à court terme. Par contre, à moyen terme, dès que les agents économiques s'aperçoivent que l'expansion n'est pas réelle, ils modifient leurs comportements.

L'économie revient alors à son état antérieur avec un niveau d'inflation supérieur. Un accroissement trop rapide de la masse monétaire conduit à l'inflation.

Rétablissement ainsi la théorie quantitative de la monnaie d'où le qualificatif de "monétariste" qui s'applique à sa théorie, FRIEDMAN remet en cause l'efficacité d'une intervention de l'État pour favoriser l'expansion économique.

Pour combattre l'inflation, les monétaristes proposent dès lors de limiter l'accroissement de la masse monétaire et d'imposer à celle-ci une norme de croissance fixe.

La consommation ne dépendrait pas seulement du revenu du mois ou de l'année en cours mais de l'ensemble des revenus constatés dans les années antérieures et des revenus espérés pour les années à venir. C'est ce que Friedman appelle le revenu permanent.

Ainsi, les ménages ne déterminent leur consommation courante en fonction non de leur revenu actuel, mais de leur revenu permanent.

MUTH 1961

L'école autrichienne est critique vis-à-vis de la théorie des anticipations rationnelles. La théorie des anticipations rationnelles trouve ses origines dans les travaux de J. Muth (1961) et R. Lucas (1972). Elle développe l'idée que les individus forment leurs anticipations comme les économistes.

Muth (1961): Les agents utilisent au mieux toute l'information disponible → □ ils utilisent les faits et l'expérience de la théorie économique pour prévoir la future valeur des prix.

Conséquence: les individus fondent leur raisonnement sur la théorie qu'ils pensent dominante et juste.

Si l'information disponible est parfaite et les anticipations sont rationnelles → □ les valeurs réelles des variables → □ aux valeurs anticipées.

Des erreurs sont possibles, si l'information à disposition n'est pas valide. A tort, les agents anticipent rationnellement selon l'information.

Les anticipations sont rationnelles lorsque les agents font les meilleures prévisions possibles avec l'information à disposition. L'information peut être défective. Par contre, on ne peut pas faire d'erreur sur les enseignements tirés du passé qu'on peut dès lors prévoir. Les anticipations sont rationnelles non pas par leur infaillibilité, mais parce que les individus sont sensés ne pas commettre les mêmes erreurs.

Conséquence: les agents prévoient l'inflation, lorsque les autorités annoncent une politique expansionniste.

Les agents ne croient pas que les revenus augmentent → □ impossible d'accroître l'emploi, L'idée du fooling de Friedman est impossible: les travailleurs sont dans l'erreur pendant plusieurs semaines et n'adaptent leurs anticipations que progressivement en fonction du niveau des prix. En effet, les travailleurs anticipent rationnellement: ils savent qu'une extension de l'emploi est toujours accompagnée d'une réduction du salaire réel → □ ils refusent les emplois supplémentaires proposés.

Henri Bourguinat, né le 10 août 1933,

est un économiste français, spécialiste en économie et finances internationales

Les « 3D » , désintermédiation, décloisonnement, déréglementation, sont à la racine du phénomène de globalisation financière :

Déréglementation : suppression des règlements et contrôles sur les prix des services bancaires afin de permettre une circulation plus fluide des flux financiers

Désintermédiation : accès direct des entreprises aux financements par émission de titres plutôt que par endettement auprès des acteurs institutionnels.

Décloisonnement : suppression des divisions classiques entre banques de dépôt et banque de retrait, c'est à dire entre compte à vue et compte à terme-à condition de laisser une somme minimale sur le compte, entre banques et assurances, entre marché de long et court terme

Loi bancaire de 1984 :

1. En 1984, le législateur a entendu favoriser la modernisation du secteur bancaire tout en préservant sa sécurité

1.1. Le système en vigueur à la Libération avait montré ses limites.

1.2. La Loi bancaire a largement transformé le cadre juridique en favorisant l'émergence d'établissements de crédit à vocation universelle...

1.2.1. Le législateur a élaboré un cadre juridique à la fois large et cohérent...

1.2.2. ...qui favorise le développement d'établissements de crédit à vocation universelle...

1.2.3. ... dont les activités hors du domaine strictement bancaire ont été étendues (assurances)

1.3. ... tout en prévoyant un système de contrôle élaboré

1.3.1. La Commission bancaire a vu son champ de compétences étendu à l'ensemble des entités ayant un impact sur la stabilité du système financier

1.3.2. La loi de 1984 a doté la Commission bancaire de pouvoirs lui permettant d'exercer un contrôle plus effectif du secteur financier

1.3.3. La loi bancaire a posé en 1984 un principe de garantie des intérêts des déposants et des investisseurs qui a été constamment renforcé par la suite

Ainsi, la loi du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières (MAF),

Directement issue de la transposition en France de la directive européenne sur les services d'investissement, a constitué une étape importante. Cette loi a organisé un cadre institutionnel unique pour l'exercice en France des services d'investissement par tous les types de prestataires. Les établissements de crédit ont ainsi été conduits à déclarer les services déjà exercés ou à solliciter de nouvelles habilitations auprès du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Autorité des marchés financiers (France) AMF.

L'Autorité des marchés financiers (AMF) est l'autorité française de régulation des marchés financiers. Elle a été instaurée par la [loi n°2003-706 du 1 août 2003](#)

La mise en place de l'AMF était très attendue car il existait plusieurs autorités des marchés financiers :

- Le CMF (Conseil des Marchés Financiers)
- La COB (Commission des Opérations de Bourse)
- Le CDGP (Conseil de Discipline de la Gestion des Portefeuilles)

Cette situation compliquait la compréhension de l'architecture du contrôle français des marchés financiers, particulièrement pour les investisseurs étrangers.

Le législateur a voulu simplifier et clarifier l'organisation des marchés financiers en instaurant une autorité unique : l'AMF. Elle est souvent présentée comme le fruit de la fusion des trois autorités précédentes.

Elle est construite sur le modèle de la [Financial Services Authority \(\(en\) FSA\)](#) anglaise .

Toutefois le législateur français n'est pas allé aussi loin dans l'unité des autorités financières, dans la mesure où la FSA intègre la régulation du secteur des assurances, ce qui n'est pas le cas de l'AMF. Autre différence entre la FSA et l'AMF : l'AMF régule les offres publiques *françaises* alors que la FSA ne régule pas les offres *britanniques* ; outre-Manche, ce rôle est dévolu au Panel on Takeovers and Mergers (Takeover Panel).

Missions

Ces missions sont une addition de celles dévolues antérieurement à ses prédecesseurs (COB, CMF et CDGF).

- L'AMF veille à la protection des épargnants dans le cadre des entreprises faisant appel public à l'épargne ou dans le cadre d'introduction d'instruments financiers sur les marchés financiers.
- Elle veille à la régularité de l'information donnée aux acteurs des marchés financiers.
- Elle veille au bon fonctionnement des marchés financiers.

L'AMF a sous son contrôle tous les marchés financiers, même les marchés non réglementés. En plus de cette mission de contrôle elle apporte son concours au législateur pour l'élaboration de la réglementation des marchés financiers et y compris à l'échelon européen. Pour l'exercice de ces missions l'AMF dispose de larges pouvoirs.

Comme la COB ou le CMF, l'AMF dispose du pouvoir d'effectuer des contrôles et des enquêtes tendant à veiller à la régularité des opérations effectuées sur les marchés financiers et au respect des obligations professionnelles auxquelles sont tenues les professionnels des marchés financiers.

Dans le cadre de ses contrôles, les agents de l'AMF peuvent se rendre dans tout local à usage professionnel, se faire remettre tout document quel qu'en soit le support et en obtenir une copie, mais non à des perquisitions ou saisies réservées à la Justice.

La commission bancaire est un organe collégial chargé de contrôler les établissements de crédit en France.

Présidée par le gouverneur de la Banque de France, son rôle:

- est chargée de contrôler le respect par les établissements de crédit des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables et de sanctionner les manquements constatés
- examine les conditions de leur exploitation et veille à la qualité de leur situation financière.
- veille au respect des règles de bonne conduite de la profession.

- elle veille au respect des dispositions législatives et réglementaires prévues par le présent code ou qui prévoient expressément son contrôle par les prestataires de services d'investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuille, par les membres des marchés réglementés ainsi que par les adhérents aux chambres de compensation et par les personnes habilitées à exercer les activités de conservation ou d'administration d'instruments financiers.
- elle examine les conditions de leur exploitation et veille à la qualité de leur situation financière.

Le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI).

Le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) est chargé par la législation bancaire et financière figurant dans le Code monétaire et financier de « prendre les décisions ou d'accorder les autorisations ou dérogations individuelles prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, à l'exception de celles relevant de la Commission bancaire ». Il gère donc les conditions d'accès à l'exercice professionnel des opérations de banques et des services d'investissement.

Le Comité est ainsi appelé à :

- agréer, d'une part, les établissements de crédit qui peuvent également fournir des services d'investissement, ainsi que, d'autre part, les entreprises d'investissement, à l'exception des sociétés de gestion de portefeuille qui relèvent de l'Autorité des marchés financiers (AMF).
- retirer l'agrément des mêmes établissements et entreprises, soit à leur demande, soit d'office, notamment lorsque les conditions de l'agrément ne sont plus remplies (toutefois, les radiations pour motif disciplinaire sont de la compétence de la Commission bancaire) ;
- Effectuer les modifications des agréments notamment dans les cas de changement d'activité et, au-delà de certains seuils, modifications dans la composition de l'actionnariat ;
- Examiner si la désignation d'un nouveau dirigeant responsable est compatible avec l'agrément délivré à l'établissement, au vu des conditions d'honorabilité, de compétence et d'expérience prévues par la loi ;
- Examiner les projets de création par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement français de succursales dans d'autres États appartenant à l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) ou recevoir les déclarations de ces établissements en vue de l'exercice d'activités en libre prestation de services dans ces États. Réciproquement, le CECEI et l'AMF assurent l'accueil sur le territoire français des établissements communautaires désireux d'opérer selon les mêmes modalités.

Le Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (CCLRF) remplace le Comité de la réglementation bancaire et financières (CRBF) et la Commission de la réglementation du Conseil national des assurances (CNA). Le CCLRF est chargé de donner un avis sur tous les projets de textes normatifs à portée générale dans le domaine bancaire, financier et des assurances (loi, ordonnance, décret, arrêté, ainsi

que règlement européen et directive européenne), sur saisine du ministre chargé de l'économie à l'exception des textes portant sur l'Autorité des marchés financiers ([AMF](#)) ou entrant dans les compétences de celle-ci.

Le CCLRF est présidé par le ministre des finances et comprend 14 autres membres :

- un député désigné par l'Assemblée nationale,
- un sénateur désigné par le Sénat,
- un membre du Conseil d'Etat,
- le gouverneur de la Banque de France, président de la Commission bancaire ou son représentant,
- le président de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance ou son représentant,
- le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice ou son représentant,
- deux représentants des établissements de crédit et des entreprises d'investissement,
- deux représentants des sociétés d'assurance régies par le code des assurances,
- un représentant des organisations syndicales représentatives au plan national du personnel des secteurs bancaire et de l'assurance et des entreprises d'investissement,
- un représentant des clientèles des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement,
- deux personnalités choisies en raison de leur compétence.

L'indépendance de la Banque Centrale Européenne

jeudi 20 septembre 2007 - [Pietro De Matteis](#), Traduit par Stephane Wakeford - 0 message(s)

L'une des résultats du traité de Maastricht fut la création de l'Institut Monétaire Européen (IME), présidé par [Wim Duisenberg](#). En 1998, lorsque la troisième étape de l'[Union Economique et Monétaire](#) débuta, l'IME fut remplacé par la Banque Centrale Européenne (BCE), dont l'objectif principal est, selon les traités, de maintenir la stabilité des prix.

Pour parvenir à cet objectif, une cible d'inflation de 2% a été fixée (i.e. une inflation proche mais inférieure à 2%). Des interrogations ont vu le jour quant à la pertinence de la cible d'inflation de 2% et plus généralement quant à l'opportunité pour la BCE d'avoir pour seul objectif la stabilité des prix.

Les compétences de la BCE

La BCE a une compétence exclusive pour la politique monétaire et travaille de concert avec le Système Européen des Banques Centrales (composé des 27 Banques Centrales nationales) et avec l'Eurogroupe (composé des pays ayant adopté l'Euro) pour s'acquitter de son objectif de stabilité des prix.

Sans porter préjudice à son objectif primaire, **la BCE définit une politique visant à soutenir la croissance et l'emploi**. Le raisonnement est le suivant : puisque la BCE n'a pas de budget fédéral et puisque son espace économique comprend des pays étant à la fois à des stades de développement différents et ayant des cycles économiques différents, l'objectif principal pouvant être atteint est celui de la stabilité des prix. Cette stabilité étant une condition nécessaire (mais non suffisante en elle-même) tant pour l'emploi que pour la croissance, et permet aux agents économiques d'agir dans un environnement moins incertain et avec des taux d'intérêts plus faibles.

Ces temps-ci, la BCE est sous les projecteurs pour deux raisons : son rôle important dans la prévention d'une crise financière dans l'UE suite à la pénurie de liquidité dans le système bancaire, et à cause du débat sur sa place dans le traité de réforme de l'UE.

L'indépendance de la BCE remise en cause

Concernant ce dernier, **la présidence portugaise de l'Union a reformulé les articles** ayant traits à la BCE, dans la lignée de ce qui avait été décidé par la Conférence Intergouvernementale de 2004. La BCE est désormais énumérée avec les autres institutions de l'UE, sans place à part, et **la phrase « La BCE est une institution » a été supprimée**. Le président de la BCE, [Jean-Claude Trichet](#) est clairement préoccupé par ces transformations et

pense que cela pourrait mener à une moindre indépendance de la BCE vis-à-vis des autres institutions de l'UE et surtout vis-à-vis des gouvernements nationaux.

Le président français [Nicolas Sarkozy](#) a déjà montré à plusieurs reprises son souhait de voir la BCE prendre d'avantage en compte la situation économique européenne lorsqu'elle fixe les objectifs de sa politique monétaire, et aimeraient en particulier avoir d'avantage d'influence sur la politique de change de l'UE face au Dollar et sur la fixation des taux d'intérêts.

Conclusion

Diminuer le degré d'indépendance de la BCE est évidemment un risque majeur, puisque cela pourrait mener à une politique monétaire moins crédible. De plus, si les pressions politiques devenaient possibles, les petits pays se retrouveraient avec une politique monétaire synchronisée avec les cycles économiques des grands pays au lieu de jour d'une politique monétaire indépendante et pro développement économique de l'espace européen dans son ensemble. [Dans le pire des scénarios, la BCE pourrait même être poussée à suivre les cycles politiques et électoraux des plus grands pays.](#)

VII. La monnaie :

Aristote (u de compte, intermédiaire des échanges, réserve de valeur)

Irving FISCHER (États-Unis d'Amérique, 1867-1947)

Il a traduit la théorie quantitative de la monnaie intuitivement perçue par [Jean BODIN](#) et formulée littérairement [par Jean-Baptiste SAY](#) sous une forme mathématique :

Il se situe dans la lignée des marginalistes du XIXe siècle, mais on lui doit des avancées considérables dans le domaine de la théorie quantitative de la monnaie, mettant en relation masse monétaire, activité économique et inflation.

M V = P T

équation dans laquelle **M** représente la [masse monétaire](#), **V** la [vitesse de circulation](#) de la monnaie, **P** le [niveau général des prix](#) et **T** le [volume des transactions](#). M est en général assimilé à l'agrégat monétaire M1 (billets, pièces et [dépôts à vue](#)).

Fischer pose les deux hypothèses suivantes :

- V est stable (au moins à court terme car elle dépend des habitudes de paiement et de données psychologiques invariables à court terme) ;
- T est stable car les capacités de production sont utilisées à plein et ne peuvent varier à court terme.

Dès lors, il démontrer qu'une augmentation de la masse monétaire entraîne automatiquement une hausse du niveau général des prix.

Michel AGLIETTA (France 1939-)

1976, "Régulation et crise du capitalisme"

Avec Robert BOYER, il est un des fondateurs de "[l'école de la régulation](#)" qui peut être présentée comme une analyse de la crise du fordisme.

André Orléan et Michel Aglietta, Puf, 1984.

1982. Pour ces deux membres du courant de la régulation, la monnaie n'est pas seulement la base de l'économie marchande, elle fonde le lien social. Plus encore la monnaie dévie le désir mimétique des individus et la violence qui en découle sur les objets achetés, vendus, bref, facilement échangés grâce à elle.

La monnaie a pour fondement ultime la foi sociale qui la fait accepter unanimement par une communauté parce que chacun de ses membres anticipe que tous les autres la désirent.

Par extension, dans la société marchande, l'échange d'objets permet de dévier le désir mimétique de l'individu en tant que tel, vers la possession desdits objets, grâce à une monnaie qui polarise toute violence. Pour **M. AGLIETTA et A. ORLEAN**, dans **La violence de la monnaie**, la généralisation des rapports monétaires dans le cadre du système capitaliste serait emprunt de cette même dynamique.

Jacques Rueff.

« L'Europe sera monétaire ou ne sera pas » (1958) il faudra attendre 1978 pour que l'on se rende compte du rôle précurseur de Jacques Rueff.

En économie, le modèle de Mundell-Fleming est une extension du modèle IS/LM aux économies ouvertes.

Le modèle de Mundell-Fleming a été inventé indépendamment par Robert Mundell et Marcus Fleming, dans les années 1960.

Le modèle IS/LM traite de l'équilibre entre investissement et épargne d'une part, offre et demande de monnaie d'autre part.

En plus des courbes **IS** et **LM**, ce modèle tient compte de la balance des paiements, c'est-à-dire de **BP**.

Le modèle de Mundell-Fleming ajoute l'équilibre entre les importations et les exportations, et les flux de capitaux entrants et sortants (**$Y=C+I+G+X-M$** pour l'équilibre sur le marché des biens).

avec **Y le revenu, C la consommation, I l'investissement, G les dépenses gouvernementales, X les exportations et M les importations (pour simplifier notons $X-M=XN$, les exportations nettes)**.

Il est particulièrement bien adapté à l'économie des petits pays en économie ouverte, dans un contexte de parfaite mobilité des capitaux et de taux de change flexibles. Une politique d'expansion budgétaire produit alors une hausse des importations qui amoindrit l'effet de relance.

En cas de taux de change fixe au contraire, les effets d'une relance budgétaire sont renforcés. Dans les pays plus grands, le modèle IS/LM garde sa validité.

En changes fixes, la politique budgétaire est donc efficace

En changes flexibles, la politique budgétaire est inefficace dans le modèle de Mundell-Fleming de base: l'appréciation de la monnaie et son effet sur la balance commerciale annule l'effet sur le revenu de la relance budgétaire.

John Richard Hicks (1904-1989) IS/LM

Il reçoit le prix Nobel en 1972, avec Kenneth Arrow. Il est ainsi récompensé pour ses travaux les plus fidèles à la théorie néoclassique (sur la théorie générale d'équilibre

économique et la théorie du bien-être), vis-à-vis desquels il a alors pris du recul, s'éloignant peu à peu de Hayek pour se rapprocher de Keynes.

C'est aussi lui qui a introduit la distinction entre économie de fonds propres et économie d'endettement, montrant que la seconde est plus propice à l'inflation, mais aussi plus facilement régulable par la politique monétaire.

Economie d'endettement/de marchés financiers

Célèbre distinction introduite par J. Hicks, pour caractériser les deux types dominants de système financier. Le premier est un système dans lequel la majeure partie du financement des investissements est réalisée par endettement auprès des intermédiaires financiers. Dans le second, les entreprises se financent directement en émettant des titres négociables sur le marché. Ce dernier mode de financement présente des avantages. Notamment, un coût réduit pour les entreprises qui n'ont pas à supporter les frais de l'intermédiation bancaire, une meilleure allocation et rémunération de l'épargne, et un moindre appel à la création monétaire, potentiellement inflationniste. Les marchés financiers se sont beaucoup développés depuis une vingtaine d'années, mais les banques restent néanmoins présentes dans le financement de l'économie, et il convient sans doute de nuancer la portée de cette distinction.

(→ *Intermédiation. Désintermédiation bancaire*)

VIII. Inflation :

Inflation

Au sens courant, l'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui traduit une augmentation générale et durable des prix. Pour la théorie économique l'inflation renvoie à une augmentation de la masse monétaire (d'où l'idée de gonflement qui donne enfler...) plus rapide que celle de la production. C'est cette augmentation de la masse monétaire qui rend possible l'augmentation des prix. Pour évaluer le taux d'inflation on utilise l'indice des prix à la consommation. Cette mesure n'est pas toujours exacte car les variations de l'indice des prix ne sont pas toutes d'origine inflationniste.

Inflation ramente 2 à 5%, galopante 2 chiffres hyperinflation au-delà

Selon Edmund Phelps une politique monétaire laxiste consiste à « Acheter par toujours plus d'inflation une baisse de plus en plus faible du chômage »

Prix de l'immobilier en France entre 1996 et 2006 + 140 %.

M. Friedman nobel 1976. « Les syndicats visent à fournir aux travailleurs à salaires élevés des salaires plus élevés encore au dépens des travailleurs les moins payés »

Traité de Maastricht en 1992 mise en place du PSC en fin 1996.

A l'automne 1995, le ministre allemand des Finances, Theo Waigel, propose l'instauration d'un pacte de stabilité afin d'assurer le maintien de la discipline budgétaire après la mise en place de l'euro. Entériné par les Quinze au Conseil européen d'Amsterdam [le 17 juin 1997 sous le nom de "pacte de stabilité et de croissance"](#) (à la demande de la France), ce pacte définit et accélère les procédures des articles 99, 103 et 104 du Traité instituant la Communauté européenne (TCE).

Ces précisions sont réunies dans deux règlements en date du 7 juillet 1997. [Le premier \(règlement n° 1466/97\)](#) précise et renforce la surveillance des positions budgétaires ainsi que la coordination des politiques économiques des États prévues par les articles 99 qui définit [les grandes orientations des politiques économiques \(GOPE\)](#) et 103 du traité. [Le second \(n° 1467/97\)](#) vise à accélérer et clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs, organisée par l'article 104 du traité.

Pour atteindre ces objectifs en pratique, le PSC est construit sur trois normes répondant à un double objectif de dissuasion et de sanction.

- La première est la concertation sur la situation économique et financière des Etats membres. Dans le cadre d'une surveillance multilatérale ([article 103 du traité, précisé dans le règlement n° 1466/97](#)), les pays présentent leur situation économique et financière, ainsi que les objectifs budgétaires qu'ils se sont fixés. La Commission européenne donne ensuite son avis par rapport aux informations fournies par les pays membres.
- La deuxième procédure renforce les contraintes encadrant la politique budgétaire définies par [l'article 104 du TCE et précisées dans le règlement n° 1467/97](#). Ainsi, un dérapage significatif des finances publiques par rapport au critère de 3 % de déficit ou aux objectifs individuels fixés par les États membres eux-mêmes pourra donner lieu à une recommandation et - éventuellement - à un avertissement du Conseil, suivi d'une mise en demeure de prendre les mesures nécessaires. Dans l'hypothèse où aucune mesure ne serait prise, le pays fautif peut être soumis à des sanctions financières (constitution d'un dépôt sans intérêt, qui peut être transformé en amende au bout de deux ans). Le PSC prévoit également des exemptions en cas de circonstances exceptionnelles. Si le dépassement du critère de 3 % résulte d'un événement inhabituel, il peut être considéré comme exceptionnel. Trois cas sont distingués : l'événement est considéré comme exceptionnel si la récession est supérieure à 2 % du PIB ; entre 0,75 et 2 %, c'est à la Commission d'évaluer la situation ; si la récession est inférieure à 0,75 %, les sanctions sont automatiques.
- Enfin, la troisième norme, certes moins précise, introduit le principe général de retour à un budget proche de l'équilibre, voire excédentaire, à moyen terme. Depuis le [7 mars 2003](#), date à laquelle les ministres des Finances ont amendé le PSC afin que les États membres puissent utiliser les stabilisateurs automatiques, cette exigence est modifiée. L'objectif d'un solde budgétaire proche de l'équilibre ou excédentaire doit désormais s'apprécier sur l'ensemble du cycle d'activité et le rythme d'assainissement des finances publiques est mesuré à l'aide du solde structurel, c'est-à-dire corrigé des variations du cycle.

20^{ème} siècle de l'inflation : Rueff

L'analyse qui précède montre qu'en matière monétaire, la parole de l'Ecclésiaste : "On aura les conséquences", s'applique avec une particulière rigueur. Quand on a laissé se créer un état

inflationniste, aucune force humaine ne peut en éviter les conséquences. On les a, ou apparentes, et c'est la dépréciation monétaire, ou dissimulées, et c'est l'inflation réprimée. Mais, dans tous les cas, elles sont là, avec les désordres qui y sont toujours associés. L'inflation réprimée permet de dépenser sans compter, de donner des salaires élevés, de construire, en bref, de distribuer du pouvoir d'achat sans se préoccuper de la valeur des biens susceptibles de le remplir, pour que, par la pratique du rationnement généralisé, on limite la dépense, nonobstant le volume des pouvoirs d'achats individuels, à la valeur des richesses offertes sur le marché.

Commission Boskin (1996)

Le débat méthodologique a été introduit par la Commission Boskin réunie par le Sénat aux États-Unis. Le rapport Boskin (1996) a ainsi recensé plusieurs sources de biais dans la mesure de l'inflation par l'IPC aux États-Unis qui conduisaient au total à surestimer l'inflation d'alors (2,7 % en 1995 et 3,2 % en 1996) d'environ 1,1 point. Malgré les améliorations apportées depuis, la surestimation resterait significative ; des évaluations plus récentes conduisent à un biais de mesure à 0,9 % (Lebow et Rudd, 2003) ou 0,8 % (Gordon, 2006). L'ampleur des biais pour la France et la zone euro est très incertaine mais pourrait être sensiblement plus faible. Lequiller situait ainsi en 1997 le biais potentiel pour la France entre 0,1 et 0,25 point d'inflation en insistant cependant sur la fragilité des évaluations.

La question de savoir s'il faut mesurer l'évolution des prix ou l'évolution du coût de la vie a suscité un large débat tant en Suisse qu'à l'étranger. Aux Etats-Unis, en 1996, la commission présidée par M. Boskin remettait son rapport au comité des finances du Sénat. Elle arrivait à la conclusion que les indices des prix surestiment l'inflation, l'une des raisons étant qu'ils ne tiennent pas suffisamment compte de l'amélioration de la qualité des produits et des services (« quality change bias ») (Boskin et al. 1996), l'autre raison étant que les consommateurs s'adaptent aux variations de prix en réduisant leurs achats de biens et services dont le prix augmente (« substitution bias »)¹.

Infla par la D : giscard d'Estaing 1963

V. Giscard d'Estaing, ministre des Finances. Le plan de septembre 1963 s'appuie sur la recherche d'un équilibre budgétaire plus exact, d'un blocage général des prix au niveau atteint le 31 août 1963 et, en novembre, d'un contrôle des crédits bancaires³¹. Le plan s'accompagne d'une importante publicité avec affiches, étiquettes, annonces ou émissions de télévision sur les meilleures manières d'acheter, sous l'égide de la « défense du franc ». En 1964-1965, les prix de détail ralentissent leur course (+3,4%, puis +2,5%). Le PIB, légèrement tassé en 1963 (+4,2%), reprend sa course (+6,5% en 1964, et +4,8% en 1965), le budget ordinaire devient excédentaire, le commerce extérieur est équilibré, la hausse des salaires horaires s'établit autour de +6%. Le nouveau franc est consolidé, au moins jusqu'à la crise de mai 1968.

Infla par les coûts 1973

L'inflation salariale

- 1975 :
 - Inflation = 12 %
 - Haussse des salaires = 15 %
- 1976 :
 - Inflation = 10 %
 - Haussse des salaires = 16 %
- Indexation -> salaires progressent avec les prix
- Mais effet en retour sur les prix !
- « Spirale inflationniste » (cercle vicieux)

NOTE

L'inflation salariale n'est pas la seule cause de l'inflation.

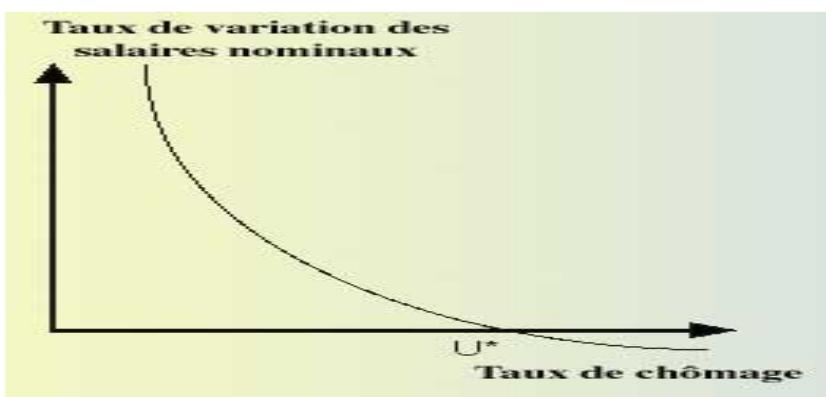
Justement on a vu une inflation par les coûts des matières premières.

Les monétaristes soutiennent que la quantité de monnaie peut également être une source d'inflation. Ex. : l'Espagne de Philippe II et les métaux précieux d'Amérique... A l'époque contemporaine, le phénomène est plus délicat à appréhender.

COURBE DE PHILIPS Voir plus haut

= NAWRU 1958

Courbe de Phillips



Dans le modèle original de Phillips, le taux de chômage correspondant à l'intersection de la courbe avec l'axe des abscisses est le taux de chômage non accélérateur des salaires nominaux, le **NAWRU** (non accelerating wages rate of unemployment).

Associant le taux de croissance des salaires nominaux et le taux de chômage renvoie à une intuition forte : lorsque l'activité économique devient plus forte, donc quand le chômage diminue, le rythme de croissance des salaires s'élève. La concurrence des entreprises pour embaucher les salariés nécessaires pour produire plus entraîne une augmentation des salaires et cela d'autant plus facilement que la hausse des profits qui accompagne l'expansion permet à ces entreprises de faire face aux dites augmentations.

Samuelson et Solow = NAIRU 1960 de – en – d'effets

Courbe de Phillips réinterprétée



Le concept de Nairu (Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment⁽¹⁾) a été mis au point dans les années 70 pour justifier l'idée qu'il est impossible de faire baisser le chômage en dessous d'un certain niveau (le Nairu, parfois appelé taux de chômage naturel) sans relancer l'inflation. Elle fortifie bien sûr les politiques monétaires neutres ou restrictives.

Cette idée et la pertinence du concept de Nairu sont aujourd'hui fortement débattus suite à une décennie de chômage limité (et inférieur aux estimations habituelles du Nairu) sans accélération de l'inflation aux USA. Pour situer les enjeux, il est important de noter qu'en France⁽²⁾ le Nairu avait été fixé pour la France à 9% par le ministère des Finances pour l'année 1997. En clair cela veut dire que si l'on en croit cette estimation et l'idée de Nairu, il n'y avait alors pas grand-chose à faire au plan de la politique macroéconomique (toute relance se traduisant par de l'inflation, le chômage étant à peine supérieur au Nairu). Les seules actions légitimes concernaient la flexibilisation du marché du travail permettant de baisser le Nairu...

Paul Samuelson et Robert Solow traitent la courbe de Phillips transformée en liaison inflation-chômage comme un élément de la politique économique. Un modèle de politique économique reposant sur un arbitrage entre le taux d'inflation et le taux de chômage (le gouvernement a des préférences sur ces deux objectifs, il a donc une fonction d'utilité ou de

satisfaction), et sur la contrainte représentée par la liaison entre les deux variables, peut facilement être traité et mettre en évidence le “couple” optimal. Ainsi la politique économique est interprétée comme le choix d'un couple d'objectifs en fonction des préférences des gouvernements. C'est pour cela qu'on parlait dans les années 70 du “dilemme inflation - chômage”.

IX Environnement :

L'environnement se compose de nombreux biens utiles mais non attribués par le marché. L'utilisation de ces biens (forêt, air, océan...) est gratuite, soit comme réceptacle de déchets, soit comme biens utiles directement dans la production (bois des forêts), soit comme support de services environnementaux de type loisirs (au contraire d'une piscine, vous ne payez pas pour vous baigner dans l'Atlantique ou la Méditerranée... à la différence d'un parc d'attraction, une promenade en forêt ou dans la campagne est également gratuite... enfin, bien entendu, vous ne devez payer à personne l'air que vous respirez...). Toute action de production ou de consommation peut donner lieu à des externalités environnementales, négatives lorsqu'elle porte atteinte aux services environnementaux, ou positives si elle les renforce.

2. Le cas des externalités positives (**aménités**)

Sur le plan théorique la question est assez simple à formuler. Pour augmenter les aménités produites, les producteurs doivent renoncer en partie à la croissance de la production des biens agricoles puisqu'en absence de marché des aménités, celles-ci sont produites en quantités insuffisantes par rapport à un optimum social. Un arbitrage doit se faire entre le développement de la production agricole (qui reste l'activité principale) et la fourniture d'aménités sous-produits plus ou moins intentionnels (qualité du paysage, biodiversité, entretien de sentiers ou équipements légers). Pour ce faire, on peut donc compenser la perte de profit des agriculteurs qui modifient leurs pratiques agricoles afin de fournir davantage d'aménités à la société. Une difficulté majeure réside dans l'estimation du montant du consentement à payer de la société pour bénéficier de ces aménités. Cette évaluation peut fournir un indicateur monétaire - un prix - des aménités permettant de déterminer les compensations à offrir aux agriculteurs. La valeur attribuée à l'amélioration d'un actif naturel englobe l'ensemble des bénéfices qu'elle engendre : d'une part, une valeur d'usage trouvant son origine dans les usages réels qui relèvent de la sphère marchande (agriculture, tourisme, production de bois ou même label de qualité) ou non-marchande (loisirs, biodiversité) et d'autre part, une valeur de "non-usage" ou d'usage passif qui trouve son origine soit dans des usages potentiels pour soi-même, les contemporains ou les générations futures, soit dans l'absence d'usage (diversité et abondance de la flore et de la faune) qui lui confère une simple "valeur d'existence".

Nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ». Antoine de Saint-Exupéry

René Passet « Le développement durable suppose une triple solidarité : des peuples entre eux, des hommes dans chaque nation et enfin intergénération »

Hans Jonas, son œuvre principale, *Le Principe responsabilité* (1979). la technoscience. Il a inspiré le "[principe de précaution](#)" imposé dans le droit positif français via les directives européennes.

Sommet de la Terre 1992

La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil du 3 au 14 juin 1992, réunissant 110 chefs d'Etats et de gouvernements et 178 pays. Maurice Strong en était le secrétaire général. Environ 2 400 représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) étaient présents, tandis que plus de 17 000 personnes assistaient au Forum des ONG qui se tenait parallèlement au Sommet. Cette conférence, dans le prolongement de la conférence internationale sur l'environnement humain (le premier Sommet de la Terre s'étant déroulé en 1972 à Stockholm), a été marquée par l'adoption d'un texte fondateur de 27 principes, intitulé « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement » qui précise la notion de développement durable :

« Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature. » (principe 1), « Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considéré isolément.(principe 4)

La Conférence a notamment été l'occasion d'adopter un programme d'action pour le XXIème siècle, appelé [Action 21 \(Agenda 21 en anglais\)](#),

Sommet de la Terre 2002

Le Sommet de la Terre 2002 s'est tenu du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg en Afrique du Sud. Sommet mondial du développement durable organisé par les Nations unies, il a réuni plus de cent chefs d'État et environ 60 000 personnes, parmi lesquelles des délégués, des représentants d'ONG, des journalistes et des entreprises.

Certains thèmes particulièrement préoccupants ont été au cœur des débats de ce sommet.

Accès à l'eau et stress hydrique

Alors que la consommation mondiale ne cesse de croître, notamment avec l'émergence de Nouveaux Pays Industrialisés (N.P.I.) comme l'Inde et la Chine, les ressources en eau deviennent des facteurs sociaux, économiques et politiques majeurs et critiques, sources de conflits potentiels.

Ainsi le Sommet de la Terre 2002 fut le lieu de débats et d'orientations sur la gestion de ces ressources, la nécessité d'une consommation rationnelle, et l'accès des populations démunies à l'eau potable. Un des objectifs fut de réduire d'ici 2015 la population ne disposant pas d'assainissement adéquat des eaux usées.

Le dossier des énergies

L'énergie fut un autre dossier sensible étudié lors de cette édition. Les pays du Nord, notamment les États-Unis d'Amérique, sont régulièrement montrés du doigt pour leur surconsommation d'énergie, et les NPI peinent à satisfaire leur demande. Les réserves d'énergies fossiles sont menacées d'épuisement dans les prochaines décennies, et les cours du pétrole le rendent prohibitif pour les pays du Sud.

Malgré ce contexte de tensions économiques internationales, les énergies renouvelables et leurs utilisations restent confidentielles et hors de prix pour bon nombre de pays émergents.

Production agricole

La productivité agricole par l'agriculture intensive suscite quelques remous dans la communauté scientifique et chez les consommateurs. En sus de la régression et de la dégradation des sols, cette méthode de production provoque, par l'usage d'engrais et de pesticides, une pollution des produits finaux et des nappes phréatiques. D'autres systèmes de production agricole ont connu un engouement, telle l'agriculture biologique, mais reste hors de portée des pays du Sud qui peinent parfois à s'autosuffire.

Biodiversité des espèces animales

Sous l'effet de la pression démographique, de nombreuses réserves écologiques voient leur surface grignotée ou leur existence menacée par les nécessités économiques des pays. Ainsi de nombreuses espèces végétales et animales disparaissent sous l'effet de la déforestation ou de la destruction de leur milieu.

Santé

Alors que les laboratoires recherchent de nouveaux principes actifs parmi les espèces des pays du Sud, nombre de ceux-ci n'ont toujours pas accès aux pharmacopées des pays développés, privant de soins des populations entières souvent confrontées aux fléaux du Sida et du paludisme.

VINER « externalités négatives ».

Une externalité, ou effet externe, est un effet subi par un agent économique A au cours d'une action de production ou de consommation effectuée par un autre agent économique B, qui n'est pas compensé dans le cadre d'un échange ou d'un marché. L'effet peut être négatif ou positif sur l'utilité de l'agent qui reçoit l'externalité.

(PIGOU) Il a préconisé de corriger ces externalités par une intervention de l'Etat soit par des réglementations, soit par la mise en place de taxation des activités conduisant à des externalités négatives (« taxes pigouvianes ») ou par la subvention des activités conduisant à des externalités positives.

COASE R. Coase (prix Nobel d'économie en 1991) a en effet mis en exergue le fait que les externalités pouvaient provenir d'une défaillance de droits de propriété. Cette intuition est à la base de l'idée de mettre sur place des marchés de permis d'émission négociables (« droits à polluer ») afin de trouver une solution au problème du réchauffement climatique.

DALES = droits à polluer. Entrée en vigueur à partir de 2008. 40 ans plus tard.

Le marché des droits à polluer

Cette solution fut proposée pour la première fois par John Dales en 1968. Dans ce cadre, l'Etat fixe, en fonction des contraintes qu'il s'est choisi (traités internationaux type protocole de Kyoto par exemple), la quantité maximale de polluants qu'il souhaite émettre. Puis, il distribue ou vend des « droits à polluer » de façon « équitable » aux pollueurs. Les entreprises polluant moins que prévu par l'Etat (ou ayant dépollué) sont alors gagnantes : elles peuvent revendre leurs droits à polluer inutilisés à d'autres entreprises qui polluent plus que prévu, et perçoivent donc une récompense pour leur « civisme ». Symétriquement, les entreprises polluant plus sont perdantes, ce qui satisfait au principe pollueur-payeur.

La pollution devient d'autant plus chère que les pollueurs souhaitent polluer (par mécanisme de l'offre et de la demande de droits à polluer), tout en limitant la quantité

effectivement émise à un niveau déterminé par l'État, correspondant au montant des droits émis. Cette solution a l'avantage d'être moins coûteuse à l'État qui laisse au marché le soin de déterminer de façon optimale la répartition inter-entreprises de la pollution (à l'exception de la distribution/vente initiale).

Le protocole de Kyoto, établi en 1997, est la première conséquence du sommet de la Terre qui s'était tenu à Rio en juin 1992.

Protocole de Kyoto entré en vigueur en février 2005. (37 ans après l'idée de DALES) Il a été ratifié à ce jour par 157 pays à l'exception notable des États-Unis. L'Australie vient de le ratifier le 3/12/07.

Claude Allègre, géophysicien de formation, est de ceux qui mettent en doute le « dogme » du réchauffement climatique d'origine humaine, en particulier dans un article de L'Express où il déclare : « La cause de cette modification climatique est inconnue. Est-ce l'homme ? Est-ce la nature ? Les archives glaciaires ou historiques nous indiquent que le climat est un phénomène capricieux. Les théories météorologiques mathématiques le confirment. Donc, prudence. »¹⁶. Il dénonce ceux qui font d'une question scientifique non tranchée leurs fonds de commerce : « En attendant, l'éologie de l'impuissance protestataire est devenue un business très lucratif pour quelques-uns ! ».

Rapport Buchanan

En 1963 Colin D. Buchanan rédige un rapport pour le ministre des transports britanniques Ernest Marples. Le principal enseignement qu'il apporte de ce rapport, nommé Traffic in towns, est que la ville doit s'adapter à la voiture (et non l'inverse). Il révèle les craintes d'engorgement liées au développement du trafic automobile, et la nécessité de repenser la ville pour le confort et le bon écoulement des voitures et des piétons. Il y a une volonté d'ordre et de clarification des flux dans la ville :

génératrice de bien-être. Cependant, si lors de son processus de production, elle rejette des composants nuisibles à l'environnement, voire à la santé publique, elle est également génératrice de mal-être ou de diminution d'utilité. Or cette diminution de bien-être social n'est pas sanctionnée par un prix négatif : les conditions d'arbitrage entre l'utilité générée et la désutilité subie ne sont plus réunies. Ce dysfonctionnement est caractérisé par le concept d'externalité. Il est à l'origine de deux définitions différentes, suivant que l'approche repose sur les causes ou les conséquences de l'externalité :

- Suivant la première, il y a externalité quand l'activité d'un agent influence le niveau d'utilité d'un autre⁵ (Buchanan, Stubblebine, 1962).
- Suivant la seconde, il y a externalité quand le coût social et les coûts privés divergent (Dahlman, 1979).

James Buchanan et Tullock fondent les principes de l'école des choix publics.

Buchanan et Tullock ont une approche économique de la politique en ce qu'ils considèrent des agents individuels rationnels capables de choisir entre différentes politiques publiques pour maximiser leur utilité individuelle.

L'explication par le courant du Public choice

Le deuxième courant reprenant les hypothèses d'illusion fiscale et d'asymétrie est celui de l'école dite du *Public Choice*. Buchanan et Wagner [1977, 1978] et Niskanen [1978], considèrent que la possibilité d'avoir recours au déficit facilite les dépenses. Le déficit est donc condamné par ces auteurs pour les largesses qu'il procure à l'Etat, Etat supposé prédateur. L'argument majeur de ce courant de la littérature est que le système démocratique, laissé à lui-même, sans contrainte institutionnelle, produit un biais en faveur des déficits budgétaires, puisque les dépenses publiques augmentent le soutien de l'électorat alors qu'une hausse des impôts le réduit.

Le modèle de l'électeur médian postule que l'offre de bien public est déterminée par la demande de l'électeur médian, supposé décisif lors des élections.

. En effet, les indicateurs calculés, suggèrent que l'offre de bien public local est bien déterminée par la demande de l'électeur médian

La taxe Tobin, suggérée en 1972 par le lauréat du « "prix Nobel d'économie" » James Tobin,

Consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de désinciter à la spéculation. Le taux choisi serait faible, de 0,5 % à 1 %. L'idée du professeur Tobin a connu un certain engouement depuis la crise mexicaine de 1992-1994. Le projet a été évoqué au sein de l'ONU et du G7 d'Halifax en 1995. Robert Mundell a argumenté que cela constituerait une incitation puissante à la mise en place de monnaies communes comme l'euro.

Depuis sa fondation en 1998, l'association ATTAC défend entre autres l'idée de l'instauration de cette taxe et participe au mouvement altermondialiste. Elle s'est depuis implantée dans beaucoup de pays, et propose des analyses étudiant la possibilité pratique de la mise en place de la taxe.

Aux États-Unis il existe aussi l'association Tobin Tax Initiative

James Tobin a fait le commentaire suivant dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* reproduite par le journal *Le Monde* le 8 septembre 2001 : « J'apprécie l'intérêt qu'on porte à mon idée, mais beaucoup de ces éloges ne viennent pas d'où il faut. Je suis économiste et, comme la plupart des économistes, je défends le libre-échange. De plus, je soutiens le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout ce à quoi ces mouvements s'en prennent. On détourne mon nom. »

L'assiette et le taux seraient identiques dans tous les pays. Collectée et administrée par chaque gouvernement, les fonds recueillis seraient ensuite reversés à un organisme géré par le [FMI](#), la [Banque mondiale](#) ou un organisme indépendant placé sous le contrôle de l'[ONU](#). Les sommes ainsi récoltées seraient redistribuées prioritairement aux pays les moins avancés.

La taxe Tobin aurait donc deux avantages selon ses défenseurs : freiner la spéculation et favoriser le développement. Le faible taux ne découragerait pas les échanges non-spéculatifs.

1987 rapport BRUNTLAND :

la Commission mondiale sur l'environnement et le développement , « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de " besoins ", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis,dvlppt durable »= déf de dvlppt durable.

NASH si action seule alors échec

tarification au coût marginal \Leftrightarrow RAMSEY et BOITEUX (EDF), tarification horaire : Yield

managemnt **M.ALLAIS : gestion publique= « utilité perdue »**,

PIGOU : Effets externes \Leftrightarrow MARSHALL \Rightarrow COASE : torts réciproques.

(PIGOU + PARETO + COASE) DALES = droits à polluer.

BUCHANAN= free rider

L'électeur médian + bureaucratie.

Taxe Tobin : 0,1%

Tubiana dvlppt durable et équité

Protocole de Kyoto entré en vigueur en février [2005](#). Il a été ratifié à ce jour par 157 pays à l'exception notable des [États-Unis](#).

Erika, hydrocarbures,1999, corrosion des ballastes ; Le prestige, naufrage, 2002, Le probo koala, slop(hydro + déchets), 7 morts, côte d'ivoire, 2006

MARPOL(MARine POLLution) par l'OMI (organisation de la mer internationale).

X. Economie de l'Information :

L'information est constituée de toutes les données économiques disponibles, susceptiles d'être détenues par des agents économiques.

Économie de l'information

Elle étudie le comportement d'agents rationnels lorsque l'acquisition de l'information est coûteuse, définit les structures d'information, caractérisées par des formes de risque et analyse systématiquement les problèmes qui émergent dans chaque structure. L'information incomplète et asymétrique débouche sur des phénomènes d'antisélection. Ainsi, des acheteurs qui observent imparfairement la qualité d'un bien ne pourront distinguer entre les bons et mauvais vendeurs. Le prix n'est plus un signal parfait, pénalisant les acheteurs et les bons vendeurs. Ce manque d'information débouche également sur des problèmes liés à l'aléa moral. L'agent non informé ne peut observer l'action de son partenaire. Ce dernier est donc tenté de se comporter dans son propre intérêt et d'annoncer à l'agent non informé que les mauvais résultats sont le fait d'événements indépendants de sa volonté. La théorie suppose des comportements maximisateurs très sophistiqués qui conduisent à la signature de contrats complexes ne correspondant pas à la pratique. Il paraît peu réaliste de supposer que les individus signent des contrats complets qui tiennent compte de toutes les réalisations possibles des aléas (les agents sont généralement incapables d'envisager l'ensemble des possibles).

(Akerlof, Stiglitz, Alchian, Demsetz)

Grossman & Stiglitz 1980 Si forte efficience informationnelle du marché alors, l'information n'a pas de valeur.

Kenneth Arrow 1968 « Si l'entreprise a du mal à s'investir, elle attendra une forte augmentation de la demande, avant de réinvestir »
Cf la parabole du poêle à charbon d'Albert Aftalion.

Etude de l'O.C.D.E entre 1985 et 1990 adaptation du marché du travail à la reprise de la production USA = 1.7 trimestres France = 13 trimestres.

André Orléan « Le mimétisme des comportements ne peut conduire qu'à une amplification des tendances, la rationalité du comportement étant purement imitative ».

Edmund Phelps nobel 2006 La parabole des îles imagine la situation des salariés d'une île déserte observant une brutale baisse du salaire. L'information sur la situation des différents marchés locaux sur les autres îles étant mal communiquée, les salariés ne peuvent savoir si cette baisse du salaire est générale (auquel cas ils devraient l'accepter) ou spécifique à leur marché (ils devraient alors la refuser). Pour améliorer leur information sur l'éventail des salaires offerts sur les autres îles ils peuvent alors être tentés d'investir dans l'acquisition d'un canot (coûts directs de la recherche) afin de prospecter les autres îles, voire même de démissionner pour améliorer l'efficacité de la recherche si le coût d'opportunité qui en résulte n'est pas prohibitif. La théorie de la recherche d'emploi offre ainsi un fondement rationnel au chômage volontaire (de recherche). Ainsi, l'abandon de l'hypothèse d'un commissaire priseur distribuant l'information sur les salaires peut inciter les individus à allouer une partie de leur temps disponible à la collecte d'information sur les opportunités d'emploi et leurs caractéristiques.

Thomas Crombie Schelling (14 avril 1921 -)

économiste américain, Il partage avec Robert Aumann le « Prix Nobel » d'économie pour 2005, pour avoir : "amélioré notre compréhension des mécanismes de conflit et de coopération par l'analyse de la théorie des jeux.»

Le Point focal

C'est dans ce livre qu'il présente pour la première fois la notion de *Point focal*, aussi appelé Point de Schelling. Le "Point focal" est, en Théorie des jeux, une solution à laquelle les participants à un jeu qui ne peuvent pas communiquer entre eux auront tendance à se rallier, parce qu'elle leur semble présenter une caractéristique qui la fera choisir aussi par l'autre.

Thomas Schelling donne l'exemple de deux personnes qui se séparent en ayant oublié de se donner rendez-vous. Où ont-elles le plus de chances de se retrouver, chacune connaissant ses propres préoccupations, ce que l'autre en sait, et celles de l'autre ? À l'époque où il a inventé la notion, le *Point focal* des étudiants était la gare principale ; et celui des non étudiants, la poste centrale. Les théoriciens se sont empressés d'imaginer des situations plus formalisées, artificiellement simplifiées, comme le jeu où on présente à deux des participants séparés deux panneaux identiques portant chacun quatre cases, en leur annonçant que si les deux choisissent la même, ils recevront chacun une récompense. Il suffit que l'une des cases présente une caractéristique distincte des autres — comme une couleur différente — pour que chacun, sachant que l'autre peut l'observer aussi, trouve rationnel de la désigner. Et c'est ce que les expériences montrent dans la plupart des cas. La notion s'applique aussi aux

participants à un conflit chacun ayant des buts de guerre et des limites à ne pas dépasser et pouvant imaginer celles de l'autre. En l'absence de communication, elles peuvent se retrouver sur certains modes de belligéranç tout en évitant les autres

NEUMANN et MORGENSETERN 1944 = jeux à somme nulle

Jeu à somme nulle

Un jeu de somme nulle est un jeu où la somme des gains de tous les joueurs est égale à 0. Par exemple si l'on définit le gain d'une partie d'échecs comme 1 si on gagne, 0 si la partie est nulle et -1 si on perd, le jeu d'échecs est un jeu à somme nulle.

En économie, cette notion simplificatrice est importante : les jeux à somme nulle correspondent à l'absence de production ou de destruction de produits.

En 1944, John von Neumann et Oskar Morgenstern ont démontré que tout jeu à somme nulle pour n personnes n'est en fait qu'une forme généralisée de jeux à somme nulle pour deux personnes, et que tout jeu à somme non nulle pour n personnes peut se ramener à un jeu à somme nulle pour $n + 1$ personnes, la $n+1$ -ième personne représentant le gain ou la perte globale.

De ce fait, les jeux à somme nulle pour deux personnes ou deux entités constituent la partie essentielle de la théorie mathématique des jeux.

John Forbes Nash Jr (né le 13 juin 1928)

est un mathématicien qui a travaillé sur la théorie des jeux, Il a partagé le « Prix Nobel » d'économie en 1994 pour leurs travaux en théorie des jeux.

John Nash a défini une situation d'interaction comme stable si aucun agent n'a intérêt à changer sa stratégie. La formalisation de ce constat simple a été essentielle pour la théorie des jeux.

Dans le cas d'un jeu à somme nulle à deux joueurs, c'est-à-dire où ce que gagne un joueur est nécessairement perdu par l'autre, ce résultat (c'est-à-dire l'utilité induite par tout équilibre) est nécessairement unique. Il a conduit à définir la valeur d'un jeu.

DILEMME DU PRISONNIER

Situation montrant combien la coopération est bénéfique, mais difficile à mettre en œuvre.

XI. Etat :

Frederich Von Haeyk nobel 1974 « La route de la servitude » l'interventionnisme de l'Etat nuit aux libertés individuelles »

Eric Maskin nobel 2007 « Les électeurs sont imparfairement informés quant à la politique qui maximise le bien être social (ex : ils ne savent pas s'il est préférable de lutter pour la croissance ou contre l'inflation). Il ont une certaine probabilité de le découvrir, mais seulement avec retard. Dans ce cas la solution technocratique est préférable à la gouvernance politique » Ce qui revient à déléguer la responsabilité à une institution indépendante Ex : La commission Attali.

Edmund Phelps nobel 2006 « Les nations à faibles taux de chômage incluent le Royaume Uni et les Etats-Unis qui ont des prélèvements obligatoires faibles et le Danemark et la Suède où ils sont élevés »

James Mirrlees nobel 1996 écrit en 1971 « Il faut instaurer des taux de taxation plus élevés pour les biens peu élastiques aux prix et qui sont consommés en plus forte proportion par les riches « Ex : la taxe environnementale pour les 4 X 4 »

MISES contre la planification centralisée.

LAFFER (recette fiscale et pression fiscale) \Leftrightarrow économie scontemporaines sont situées à l'optimum, f° Cobb Douglass, effet de substitution, effet revenu

L'électeur médian + bureaucratie.

Dupuit comme prédecesseur de Laffer. (1844),

Calcul éco commence avec l'énoncé d'un pb de décision concrète. Son but final vise donc l'utilité publique et renvoie à la collectivité.

Méthode proposée repose sur mesure de l'utilité au moyen du sacrifice financier que l'individu est prêt à consentir pour acquérir l'usage d'un produit matériel ou immatériel.

L'utilité totale d'un produit se décompose en :

- utilité perdue par ceux qui ne consomment plus
- utilité perçue par l'autorité qui recueille le montant de la redevance
- utilité restante aux consommateurs

« Si on augmente graduellement un impôt depuis 0 jusqu'au chiffre qui équivaut à une prohibition, son produit commence par être nul, puis croît insensiblement, atteint un maximum, décroît ensuite successivement, puis devient nul. Il suit de là que quand l'Etat a besoin de trouver une somme donnée au moyen d'un impôt, il y a toujours deux taxes qui satisfont à la condition, l'une au-dessus, l'autre au-dessous de celle qui donne le maximum de produit. Entre ces deux taxes qui donnent le même produit, il peut y avoir une différence énorme entre l'utilité perdue ». De la mesure de l'utilité des travaux publics.

XII. S/C :

HAYEK : la structure de production dpd des anticipations des entrepreneurs :

inflation \Rightarrow déséquilib (tx d'i \leq tx d'i d'éq \Leftrightarrow WICKSEL), il faut 1 S préalable à tout $\triangleleft C^o$ exante

BECKER : effet de la réglementation publique, px Nobel (82) \Leftrightarrow GIFFEN, Publicité.

GILDER : (\Rightarrow REAGAN) contre la redistribution = jx à Somme nulle \Rightarrow th de l'efficience X \Leftrightarrow Tolstoi, un autre facteur Napoléon.

VEBLEN

GALBRAITH : abs d'éq/ technostuctures.

Karl POLANYI : pb du m.

HIRSHMAN : exist and voice

Loi d'Engel \Rightarrow Halbwachs : le dernier poste est faible

La C^o \triangleleft mais grâce à l'endettement loi Neiertz 31 déc 1989

Loi psycho fondamentale : « \triangleleft de la C^o mais \triangleleft moins que l' \triangleleft du rev », la propension marg à cons est stable {sauf pour Kuznets}.

Dusenberry : effet d'imitation ou de démonstration

Friedman, Cp=Yp

Becker= C° et tps

Veblen : C° ostentatoire

Galbraith : publicité

Delmas : « le maître des horloges », Le maître des horloges c'est l'Etat.

1991 les écarts des tx d'S st + faibles car les indicateurs ne tiennent pas compte des modes de financement de la protection sociale (S élevé de l'S s'explique par le syst de retraite)

S source de ↗ : Solow

Keynes : *tr d'It ; It⇒S

Harrod Domar la ↗ n'est possible q si $I \geq S$

Friedman : $Y = Y_p + Y$ transitoire, d'où S est 1 variable d'ajustement

Hayek, ssi Δi alors $S \Delta i \Rightarrow$ surcapitalisation : allongement du détours de production \Leftrightarrow tx d'i naturel de Wicksell. Si détours de Q \Rightarrow NGP $\Delta C \Delta i$, d'où abs d'intervention de l'Etat.

XIII. Développement :

Gunnar Myrdal Nobel 1974. « Le développement est le mouvement par le haut de tout le corps social »

Amartya Sen nobel 1998. « Créditeur de l'IDH »

Arghiri Emmanuel : « On a la dépendance de son sous-développement et non le sous-développement de sa dépendance »

Théorie de l'échange inégal entre les pays du « centre » et ceux de la périphérie.

↑ du niveau de vie des PDEM → ↑ du prix des produits manufacturés → ↓ du niveau de vie des PED (Cercle vicieux).

Samir Amin « Exploitation des pays du centre sur ceux de la périphérie »

Robert Lucas nobel 1995 « Les écarts de revenus, après être passés par un maximum autour de 1970, tendent à diminuer depuis et pourraient s'homogénéiser d'ici 2150 »

Paul Krugman « L'Asie croît plus par transpiration que par innovation, les asiatiques travaillent plus.

Jawaharlal Nehru, ancien président de l'Union Indienne « Nous possédons l'énergie atomique et nous utilisons la bouse de vache »

Les cultures spécifiques des pays du tiers monde semblent rejeter les greffes des technologies propres au modèle culturel capitaliste.

Rostow « L'épargne est le chaînon manquant du développement »

G. Laffay « Une bonne spécialisation, implique un bon développement, implique une promotion des branches motrices du moment »